

--	--	--	--	--	--	--	--	--

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

**PARTENARIAT D'INNOVATION POUR LA CONCEPTION ET LA
CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS PENITENTIAIRES DE SEMI-LIBERTE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
PARTICULIERES**

**CHAPITRE 3 : PHASE 2 – ACQUISITION
ACCORD-CADRE**

Version au 23/07/2025

SOMMAIRE

Article 1. Objet de l'accord-cadre – phase 2.....	6
1.1 Objet et caractéristiques de l'accord-cadre de la phase 2.....	6
1.2 Décomposition de l'accord-cadre par missions	6
1.3 Caractéristiques de l'accord-cadre	7
1.3.1 Nature de l'accord cadre.....	7
1.3.2 Quantité maximum de l'accord-cadre	7
1.3.3 Durée de l'accord-cadre	7
1.3.4 Modalités d'exécution des commandes	7
1.4 Niveau de prestation	8
1.5 Réunions en phase 2	9
1.5.1 Réunions pendant la phase de conception	9
1.5.2 Réunions pendant la phase de construction	9
1.6 Le schéma de contrôle qualité en phase 2.....	9
Article 2. Prix et mode d'évaluation des prestations – Variation dans les prix – Règlement des comptes.....	9
2.1 Répartition des paiements	9
2.2 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes 10	
2.2.1 Généralités.....	10
2.2.2 Dépenses d'investissement et d'entretien à titre non limitatif	11
2.2.3 Dépenses de consommation	13
2.2.4 Rémunération des prestations.....	13
2.2.5 Dates d'exigibilité des acomptes	14
2.2.6 Modalités du règlement des comptes du marché.....	14
2.3 Variation de prix.....	18
2.3.1 Prix révisables	18
2.3.2 Mois d'établissement des prix du marché.....	18
2.3.3 Choix de l'indice de référence.....	19
2.3.4 Modalités de révisions des prix.....	19
2.3.5 Révision provisoire	19
2.4 Taxe à la valeur ajoutée (TVA).....	19
Article 3. Ordres de service	20
Article 4. Délais d'exécution - Pénalités	20
4.1 Délais d'exécution des prestations	20
4.1.1 Calendrier détaillé d'exécution au stade des études.....	21
4.1.2 Calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux	22
4.1.3 Calendrier détaillé de la période des opérations préalables à la réception	23
4.2 Prolongation du délai d'exécution des travaux.....	24
4.2.1 Intempéries.....	24
4.2.2 Autres précisions concernant les délais d'exécution.....	25
4.3 Pénalités en phase 2	25
4.3.1 Études	25

4.3.2	Travaux	25
4.3.3	Information du maître de l'ouvrage	26
4.3.4	Obligations au titre du Code du travail – pénalités en phase 2.....	26
4.3.5	Pénalités pour non remise des documents à fournir	26
4.3.6	Absence d'un représentant du titulaire à une réunion.....	26
4.3.7	Pénalités diverses pendant la phase de mise en œuvre des mesures environnementale, la phase de construction et la période des opérations préalables à la réception.....	26
4.3.8	Pénalités spécifiquement liées à la période des opérations préalables à la réception.....	28
4.3.9	Pénalités pendant la période de garantie de parfait achèvement.....	28
4.3.10	Pénalités liées au non-respect des obligations d'insertion	29
4.3.11	Pénalités liées au non-respect de l'engagement sur la part minimale de l'exécution du marché confiée à des PME ou artisans.....	29
4.3.12	Cumul des pénalités	29
4.3.13	Révision des pénalités	30
4.3.14	Exonération des pénalités	30
Article 5.	<i>Clauses de financement et de sûreté.....</i>	30
5.1	Retenue de garantie.....	30
5.2	Avance par marché subséquent	30
5.3	Nantissement et cession de créances.....	30
5.4	Avance sur matériel	31
Article 6.	<i>Prestations supplémentaires ou modificatives</i>	31
6.1	Système de fiches modificatives	31
6.2	Modifications résultant d'une demande du maître de l'ouvrage	32
6.3	Modifications résultant d'une proposition du titulaire.....	32
6.4	Notification par ordre de service	33
6.5	Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives	33
Article 7.	<i>Suivi des études de conception en phase 2</i>	33
7.1	Généralités	33
7.2	Note de synthèse sur les évolutions du projet.....	34
7.3	Approbation des études de conception en phase 2	34
7.3.1	Décisions	35
7.3.2	Admission des prestations.....	35
7.3.3	Ajournement des prestations	35
7.3.4	Admission avec réfaction	36
7.3.5	Rejet	36
Article 8.	<i>Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits</i>	36
8.1	Provenance des matériaux et produits.....	36
8.2	Caractéristiques – Qualités – Vérifications des matériaux et produits.....	36
8.2.1	Caractéristiques.....	36
8.2.2	Qualités – Vérifications des matériaux et produits	37
Article 9.	<i>Implantation des ouvrages</i>	37
9.1	Plan général d'implantation.....	37
9.2	Piquetage général.....	37

9.3	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	37
Article 10. Préparation et coordination des travaux.....		37
10.1	Période de préparation	37
10.2	Mission OPC	38
10.2.1	En cours de travaux	39
10.2.2	En amont de la réception	39
10.2.3	Après réception.....	39
Article 11. Vérification des documents d'exécution.....		40
11.1	Procédure de vérification	40
11.2	Modalités de suivi des avis.....	40
Article 12. Le suivi d'exécution		40
12.1	Généralités	41
12.2	Echantillons.....	42
12.2.1	Echantillons	42
12.3	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	42
12.3.1	Salle de réunion - salle échantillons – bureau de passage	42
12.3.2	Locaux du personnel	43
12.3.3	Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	43
12.3.4	Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé	44
12.3.5	Pouvoirs du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé.....	44
12.3.6	Information du maître de l'ouvrage	44
12.4	Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail.....	45
12.5	Mesures liées au volet insertion	45
12.5.1	Obligations du titulaire	45
12.5.2	Organisme facilitateur	45
12.6	Mesures liées au volet environnemental.....	46
Article 13. Contrôle et réception des travaux		46
13.1	Essais et contrôles des ouvrages sous la responsabilité du titulaire.....	46
13.2	Essais et contrôles des ouvrages à l'initiative du maître d'ouvrage	47
13.3	Opérations préalables à la réception des travaux	47
13.3.1	Condition de démarrage des Opérations Préalables à la Réception (OPR)	47
13.3.2	Déroulement des opérations préalables à la réception.....	48
13.4	Décision de réception	49
13.5	Obligations postérieures à l'achèvement des travaux	49
13.5.1	Documents fournis dans le cadre de la fin de l'exécution	49
13.5.2	Formation	49
13.5.3	Dispositions relatives à la levée des réserves	50
13.5.4	Garanties et obligations du titulaire pendant la période de garantie	50
13.6	Suivi de la garantie de parfait achèvement	51
13.6.1	Interventions dans le cadre de la garantie de parfait achèvement	51
13.6.2	Le cahier de parfait achèvement.....	51
13.6.3	Visite de fin du délai de parfait achèvement.....	52
13.7	Stipulations particulières relatives aux interventions en site pénitentiaire occupé	52
13.8	Mise en place d'un outil interactif de suivi SCQ, VISA, OPR et GPA	53

Article 14. Résiliation des marchés subséquents et des bons de commandes	53
Article 15. Responsabilités et Assurances phase n°2	54
15.1 Assurances souscrites par le titulaire pendant les phases de conception et construction.....	54
15.1.1 Responsabilité civile professionnelle	54
15.1.2 Responsabilité civile décennale	55
15.1.3 Assurance "Collective complémentaire de responsabilité décennale"	56
15.1.4 Suspension des règlements.....	57
Article 16. Dérogations au CCAG-Travaux	57

Article 1. Objet de l'accord-cadre – phase 2

1.1 Objet et caractéristiques de l'accord-cadre de la phase 2

La phase 2 - Acquisition a pour objet la conception, la construction et l'aménagement de bâtiments de semi-liberté.

La description des ouvrages et de leurs composantes techniques est précisée dans les programmes fonctionnel, technique, mobilier et signalétique du partenariat d'innovation, mise à jour le cas échéant en phase 1 – Recherche et Développement.

1.2 Décomposition de l'accord-cadre par missions

L'accord-cadre est composé des missions suivantes :

1- Missions commandées par **bons de commande** :

- **MBC – étude préparatoire du site** : analyse d'un dossier de site et réalisation d'une esquisse du bâtiment QSL suivant le calibrage déterminé par le maître d'ouvrage, sur le site en question avec réalisation du chiffrage du coût de conception, de construction et d'aménagement suivant les prix plafonds du Bordereau des Prix Unitaires développé en phase 1 Recherche et Développement. L'objectif de la mission est de préparer la commande par marché subséquent de la conception, la construction et de l'aménagement d'un Bâtiment QSL sur un site, suivant les missions ci-après.

2- Missions commandées par **marchés subséquents**, par site et par type de Bâtiment QSL :

- **M2 - ADM – Demandes d'autorisations administratives**
- **M3 – APD – Avant-projet définitif**
- **M4 - PRO – Études de Projet**
- **M5 - EXE – Études d'exécution et cellule de synthèse**
- **M6 - VISA-DET – Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution du contrat de travaux**
- **M7 - TRVX – Réalisation des travaux**
- **M8 - AOR – Assistance aux opérations de réception**
- **M9 - MOB - Mobilier**
- **M10 - SIGN – Signalétique**
- **M11 – QEB – Mission Qualité Environnementale des Bâtiments**
- **M12 – GPA – Suivi de la GPA**
- **M13 – ENV – Mesures environnementales (optionnel, en fonction des sites)**

1.3 Caractéristiques de l'accord-cadre

1.3.1 Nature de l'accord cadre

La phase 2 est un accord-cadre mono-attributaire au sens de l'article L2125-1 du code de la commande publique. Il s'exécutera par émission de bons de commande et marchés subséquents conformément aux articles R2162-7 et suivants (marchés subséquents) et R2162-13 et suivants (bon de commande) du code précité, et dans les conditions prévues au présent Chapitre.

Il s'exécute au fur et à mesure de la survenue du besoin, par l'émission de bons de commande et de marchés subséquents pour les missions en lien avec l'objet de l'accord-cadre et dont les caractéristiques et les modalités d'exécution sont définies au présent chapitre 3 – phase 2 Acquisition du CCAP.

1.3.2 Quantité maximum de l'accord-cadre

La quantité maximum de commande du présent accord-cadre est de 1500 places.

1.3.3 Durée de l'accord-cadre

La **durée** de l'accord-cadre est de quarante-huit (48) mois reconductible trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois en application de l'article L. 2125-1 du code de la commande publique et dans la mesure où le présent contrat nécessite des investissements à amortir sur une durée importante.

1.3.4 Modalités d'exécution des commandes

Toutes les stipulations contractuelles ne pouvant être fixée préalablement, l'accord-cadre s'exécutera:

- Par bons de commandes, pour les missions MBC étude préparatoire du site décrites dans le BPU (développé en phase 1 Recherche et Développement) pour un site et par type de Bâtiment QSL, au fur et à mesure de la survenue des besoins ;
- Par marchés subséquents pour les missions M2 – ADM à M13 – ENV qui feront l'objet d'une demande de devis de la part de la maîtrise d'ouvrage, établis dès que cela sera possible avec la limite des prix plafonds définis au BPU. Le cas échéant des prix nouveaux pourront être proposés pour les prestations non listées au BPU.

Au sein du marché subséquent, les différentes missions démarreront par notification d'ordres de service du maître d'ouvrage.

Commandes exécutées par bons de commandes :

Le bon de commande précisera le type d'opération, la nature, le délai, le lieu, la quantité et le montant des prestations en application des prix figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

A ce titre, les bons de commande préciseront notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le lieu d'exécution ;
- La durée du bon de commande
- Les délais d'exécution ;
- Le montant du bon de commande.

Le cas échéant, le titulaire indique en retour au maître d'ouvrage la répartition des missions et prix associés par co-traitant, dans la limite du montant du bon de commande, signée par l'ensemble des membres du groupement dans un délai de 15 jours après la notification du bon de commande. A défaut, une répartition financière égalitaire entre chaque co-traitant sera appliquée.

Commandes exécutées par marchés subséquents :

Le pouvoir adjudicateur, lors de la survenance du besoin, adressera au titulaire les informations sur les caractéristiques et l'ampleur des prestations, ainsi que les modalités d'exécution des prestations non fixées dans l'accord-cadre et lui demandera d'établir une proposition technique et financière intégrant les éventuelles répartitions entre co-traitant.

La date limite de réception de cette proposition sera précisée dans la demande.

Le titulaire s'engage à adresser une offre à l'ensemble des demandes. Cette obligation s'applique notamment dans le cas où le pouvoir adjudicateur lance simultanément plusieurs demandes aux mêmes dates.

L'offre du titulaire doit être datée et signée.

Cette offre est validée par le pouvoir adjudicateur par la conclusion et la notification du marché subséquent au titulaire de l'accord cadre.

Les marchés subséquents préciseront notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du marché subséquent ;
- Le lieu d'exécution ;
- La durée du marché subséquent
- Les modalités et les délais d'exécution ;
- Les caractéristiques des prestations à réaliser ainsi que les quantités ;
- Le montant du marché subséquent ;
- La répartition entre co-traitant ;

1.4 Niveau de prestation

Le titulaire doit toutes les prestations prévues aux missions des marchés subséquents, mais aussi toutes les prestations nécessaires pour réaliser un ouvrage complet, adapté à son usage, respectant les axes d'innovation et les éléments du programme, et fonctionnant de manière satisfaisante. Il doit également toutes les prestations de sécurisation de site lors des différentes phases de chantier.

Toutes les prestations (qu'elles soient techniques et/ou fonctionnelles, relatives à l'investissement et/ou ayant un impact sur l'exploitation-maintenance future) proposées par le titulaire à un stade quelconque de la conception ou de l'exécution de l'ouvrage, et présentant un niveau de performance supérieur à celui des pièces contractuelles (dont le programme), sont réputées acquises par le maître de l'ouvrage.

Pour les prestations présentant un niveau de performance inférieur à celui des pièces contractuelles (dont le programme), ce sont celles des pièces contractuelles (dont le programme) qui priment, sauf acceptation formelle de l'écart par le maître de l'ouvrage, validée par fiche modificative en application de l'Article 6 du présent CCAP.

De ce fait, toute disposition prévue par un document produit par le titulaire et ne répondant pas aux spécifications particulières du marché (dont le programme) sera réputée non écrite.

1.5 Réunions en phase 2

1.5.1 Réunions pendant la phase de conception

Les réunions en phase de conception ont lieu au Kremlin-Bicêtre (locaux de l'APIJ), ou exceptionnellement sur un autre site (locaux du groupement éventuellement).

Lors de l'élaboration des dossiers à chaque phase d'étude (MBC étude préparatoire du site à M4-PRO), des réunions de conception seront organisées à l'APIJ, en présence du représentant du groupement titulaire, dont le cotraitant maître d'œuvre, à un rythme *a minima* bimensuel. Ces réunions auront pour but de présenter l'état d'avancement du projet, et d'aborder les problématiques de conception se posant dans le développement des études.

1.5.2 Réunions pendant la phase de construction

Le titulaire assure l'organisation et la direction des réunions de chantier dont la fréquence sera au minimum hebdomadaire pendant la phase de construction. Chacune des entités du titulaire devra être systématiquement représentée. Le représentant du maître d'ouvrage devra être invité à chacune de ces réunions de chantier, auquel le maître d'ouvrage participera autant que nécessaire.

En sus de ces réunions de chantier hebdomadaires sera organisée une réunion mensuelle, dite de maîtrise d'ouvrage, à laquelle, en complément des personnes présentes à la réunion de chantier, sera associée le maître d'ouvrage.

Lors de ces réunions, le titulaire informe le maître de l'ouvrage ou son représentant sur l'état d'avancement des études, des travaux et de l'aménagement, sur l'évolution des dépenses correspondantes ainsi que des modifications prévisibles sur l'ensemble de ces domaines.

Les réunions de chantier se déroulent sur site. Les installations de chantier sont équipées en conséquence des locaux adaptés.

1.6 Le schéma de contrôle qualité en phase 2

Dès la notification du marché subséquent et jusqu'à la finalisation de l'étude du projet (PRO), et en cas de besoin pendant le chantier, le titulaire du marché doit mettre à jour, le schéma de contrôle qualité (SCQ) développé en phase 1 et défini au CCAP Chapitre 1 – DISPOSITIONS GENERALES.

Pour rappel, il ne se substitue pas aux obligations contractuelles du Titulaire. L'ensemble des prestations définies au présent CCAP visant à assurer une qualité d'exécution des travaux sont à réaliser. Le SCQ est à distinguer du Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance Qualité (SOPAC ou PAQ) de l'entreprise qui traduit l'organisation interne que l'entreprise met en œuvre pour atteindre un objectif de qualité défini.

Article 2. Prix et mode d'évaluation des prestations – Variation dans les prix – Règlement des comptes

2.1 Répartition des paiements

La répartition des paiements entre les membres du groupement sera précisée dans chaque marché subséquent.

2.2 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

2.2.1 Généralités

Les prix de chaque marché subséquent sont hors taxes (HT).

Les prix de chaque marché subséquent tiennent compte, et sans que la liste soit limitative :

- de la présence éventuelle au cours de l'exécution du chantier, d'entreprises travaillant sur la voirie et/ou les réseaux publics (notamment enterrés) des environs de l'emprise du projet ;
- des frais de fermeture et de gardiennage du chantier et des installations communes du chantier ;
- des charges temporaires de voirie et de police, notamment pour occupation des voies publiques ;
- des frais liés à la réalisation des travaux (marges pour défaillances éventuelles des cotraitants ou des sous-traitants, etc.) ;
- des intempéries et autres phénomènes naturels (tempêtes, pluie, vent, canicule, gel, etc.) dans la limite de l'article 4.2.1 du présent CCAP-Chapitre 3 qui ne relèvent pas des cas de catastrophes naturelles assimilables à la force majeure. La constatation des intempéries relatives au lieu d'exécution des travaux sera faite sur la base des relevés Météo France. Pour la formalisation de cette information, le titulaire s'adressera à la station Météo France la plus proche du site.
- des sujétions liées au site du chantier quant à son occupation, ou quant aux accès, environnement, raccordements aux réseaux, stockage des approvisionnements, nuisances extérieures, etc. ;
- des contraintes liées au site : surface et forme de l'emprise, réglementation des circulations imposées par les communes respectives et équipements publics existants en service, de la présence de réseaux publics et privés existants et en fonctionnement à proximité du chantier, des contraintes liées aux règlements d'urbanisme, de la présence d'espèces protégées à proximité, etc. ;
- de toutes les contraintes liées au phasage du chantier et notamment l'interruption des travaux entre deux phases (repli du chantier, OPR, levée des réserves, etc.. pour chacune des phases);
- des contraintes qu'imposent la limitation des nuisances aux riverains et aux occupants (circulation, bruit, vibrations, poussière etc.) et la protection des avoisinants et notamment de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des impacts du chantier ;
- de la nature des sols et des sous-sols rencontrés (consistance des terrains, présence de cavités éventuelles, etc.) y compris hydrologie, compte-tenu des aléas raisonnablement prévisibles au vu de la teneur du dossier de site ;
- des frais liés aux diagnostics complémentaires que le titulaire juge nécessaire à l'accomplissement de sa mission ;
- des frais entraînés par l'application de la réglementation en vigueur sur l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail, eu égard, notamment aux dispositions PPSPS et du CISSCT ; ainsi que des dernières préconisations relatives au contexte sanitaire, sur la base du guide *ad hoc* de l'OPPBTP ;
- des frais d'installation de chantier et des consommations d'énergie et de fluides en phase chantier et jusqu'à la remise des clés à l'Administration Pénitentiaire ;

- de la fourniture d'échantillons, de prototypes, de maquettes et de la réalisation des locaux témoins ;
- des frais résultant des demandes et observations du contrôleur technique, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et des services concessionnaires ;
- des frais nécessaires aux tests, essais et épreuves prévus par le présent CCAP ou par le schéma contrôle qualité (y compris ceux prévus par le plan de commissionnement) ou par le programme (y compris les essais spécifiques liés à la sûreté pénitentiaire) et notamment ceux afférents à la délivrance du certificat CONSUEL (coût de la délivrance du certificat CONSUEL inclus) sur tous les travaux de mise en œuvre de réseaux et de matériels électriques, ainsi que la vérification initiale des installations électriques (coût de la délivrance de la vérification initiale inclus) conformément aux réglementations applicables (notamment le règlement de sécurité, le code du travail et les normes) ;
- des frais résultant éventuellement des procédures ATEX (appréciation technique d'expérimentation) et ATE (agrément technique européen), des procédures d'extension d'avis de chantier nécessaires pour la mise en œuvre d'équipements particuliers, des frais résultant des contrôles acoustiques, thermiques et techniques, de la tenue au feu, des essais de vérification de bon fonctionnement des installations et d'établissement des P.V. correspondants ;
- des frais induits par la préparation et le passage de la Commission de sécurité, d'accessibilité, et des différents services administratifs concernés jusqu'à l'obtention d'un avis favorable ;
- des impacts liés à l'épidémie de coronavirus survenus en France connus lors de la remise de l'offre. En cas de recrudescence de la pandémie ayant des impacts sur les coûts et les délais, des échanges seront menés entre le titulaire et le maître de l'ouvrage pour déterminer le montant de l'indemnisation à verser au titulaire en se fondant sur la circulaire du Premier ministre du 9 juin 2020 relative à la prise en charge des surcoûts liés à l'épidémie de covid19 dans le cadre de la reprise des chantiers de bâtiment et de travaux publics et sur la base des prix figurant dans la DPGF de chaque marché subséquent et sous réserve des justificatifs ;
- des frais d'assurances.

Le titulaire et ses sous-traitants, ou les membres du groupement et leurs sous-traitants sont réputés avoir pris connaissance pleine et entière, avant la remise de leur offre, des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

2.2.2 Dépenses d'investissement et d'entretien à titre non limitatif

Le prix de chaque marché subséquent tient compte notamment :

- de l'exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau, d'égout, de téléphone et d'électricité, location et mise en service des compteurs nécessaires à la bonne marche du chantier. Le groupement assurera la remise à niveau tout au long du chantier. Des aménagements intégrant la remise en état de l'enrobé devra être prévu.
- des coûts et délais de réalisation des diagnostics et des sondages complémentaires éventuellement nécessaires à l'établissement des documents d'études (mise au point APS, APD et plans d'exécution) ;
- de l'ensemble des incidences financières (hors participations financières aux équipements publics) résultant des prescriptions émises lors de la délivrance de toutes les autorisations administratives auxquelles le projet est assujéti (permis de construire, autorisation de travaux et avis des commissions de sécurité et d'accessibilité, autorisations ou déclarations au titre de la loi sur l'eau, déclarations au titre de la réglementation sur les périmètres de protection des points de prélèvement d'eau, réglementation ICPE, dérogation espèces protégées, etc.) ;
- des frais d'implantation, de voirie ou d'occupation de tout domaine public ou privé hors de la parcelle mise à disposition du ministère de la Justice pour réaliser les travaux ;

- des frais de reproduction et diffusion des documents à la maîtrise d'ouvrage, ses assistants, contrôleur technique, coordonnateur SPS ;
- des frais de libération des emprises à la remise du terrain, et de remise en état des lieux à la fin des travaux et de nettoyage avant livraison ;
- des frais relatifs à la nécessité éventuelle de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouvrés) ;
- de la totalité des frais relatifs aux réparations des voiries publiques avoisinantes, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux ;
- du piquetage général et du piquetage spécial définis dans le présent CCAP ;
- de l'établissement des clôtures et panneaux de chantier (panneaux réglementaires et panneaux de communication du Ministère) et leur maintenance, pendant toute la durée du chantier, pour l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier, en application du Code du travail, et suivant le modèle défini par le maître d'ouvrage ;
- de l'installation des dispositifs d'éclairage et de signalisation du chantier et leur maintenance pendant toute la durée du chantier ;
- de la réalisation des installations communes d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé sur le chantier : voies et réseaux divers, sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie, etc. ;
- de l'installation et de l'équipement (y compris réseaux provisoires d'eau, d'électricité et évacuation des eaux pluviales) des locaux provisoires de chantier, de la cellule de synthèse, de l'OPC, de la maîtrise d'œuvre et de la direction du chantier, y compris un bureau spécifique pour le maître de l'ouvrage et son représentant, une salle de réunion et une salle de conservation des échantillons ;
- des frais de stockage des déblais, de leur enlèvement et leur transport à la décharge ou au lieu de stockage définitif dans le respect de la réglementation applicable, y compris les surcoûts liés au retrait mécanique ou manuel, au transport et à la mise en décharge suivant la classe requise, des déchets spécifiques tels que les espèces invasives, ... ;
- des frais d'établissement des relevés de dimensions et de positions des ouvrages exécutés ;
- des frais liés aux photographies des ouvrages ;
- des frais entraînés par la formation du personnel pénitentiaire à l'usage des installations techniques et/ou de sûreté ;
- des frais entraînés par la formation du personnel chargé par la personne publique de l'exploitation et de la maintenance des installations ;
- des contraintes d'accueil et d'information induites éventuellement par les visites du chantier organisées par la maîtrise d'ouvrage avec les personnes intéressées par l'opération, y compris reportage photographique ;
- des contraintes d'accueil et d'information induites éventuellement par les visites du chantier notamment liées à l'aménagement (mobilier), à l'équipement de l'unité sanitaire, etc. ;
- et plus généralement de l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des missions du marché, y compris tous les frais de déplacement.

Les prix sont réputés comprendre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution de l'ensemble des prestations.

Le titulaire doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi que leur entretien.

En cas de vol ou perte ou dégradation de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultant des remplacements et mises en état incombent au titulaire sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.

Le titulaire réalise à ses frais, avec l'accord exprès du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, l'installation des protections collectives du chantier.

Le titulaire devra, dans les mêmes conditions d'agrément, installer à ses frais les protections spécifiques (garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, etc.), tant pour satisfaire au respect de la réglementation que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments, et ce, jusqu'à la livraison du bâtiment au maître de l'ouvrage.

2.2.3 Dépenses de consommation

Sont à la charge du titulaire les dépenses indiquées ci-après :

- les dépenses de consommation d'eau, électricité et de téléphone des entrepreneurs intervenant sur le chantier ;
- les frais d'entretien des locaux, de maintenance, de climatisation et de fonctionnement de la direction du chantier, du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT), de la cellule de synthèse, de l'OPC, etc., y compris consommables (papiers et cartouches pour télécopie, imprimantes, traceurs...) et communications téléphoniques, etc. ;
- les frais de sécurisation du chantier et des locaux utilisés par le titulaire, nécessaires pour garantir la sécurisation des données confidentielles du marché ;
- les frais d'exploitation des ascenseurs et monte-charge de chantier ;
- les frais de préchauffage du chantier ;
- les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, ainsi que les frais de réparation ou de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, pendant toute la durée du chantier et pour quelque cause que ce soit ;
- des frais occasionnés par l'obligation de laisser le chantier et son environnement immédiat, propres et libres de tous déchets jusqu'à la réception des travaux ;
- des frais de nettoyage, de réparation ou de remise en état des installations salies ou détériorées, pendant toute la durée des travaux et pour quelque cause que ce soit ;
- des frais nécessaires à l'ensemble des essais à réaliser en cours de conception, de construction et d'aménagement conformément aux spécifications du programme (technique et fonctionnel) et notamment du programme technique et de sûreté ;
- des frais nécessaires aux essais et opérations préalables à la réception.

Ces dépenses d'investissement et de consommation, qui doivent assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations sont non limitatives, le titulaire ne pourra se prévaloir d'omissions.

2.2.4 Rémunération des prestations

Les marchés subséquents (par site) :

Conformément à l'article précédent, les ouvrages ou prestations faisant l'objet de chaque marché subséquent (par site) sont réglés par un **prix global et forfaitaire, dont les prix unitaires respectent les prix plafonds du Bordereau des prix Unitaires développé en phase 1 et annexé par avenant au Contrat.**

La décomposition de ce prix est établie par le titulaire et sous son entière responsabilité.

Cette décomposition, par marché subséquent, ne sera considérée comme document contractuel que pour les prix d'unité servant à déterminer :

- le règlement de travaux non prévus ayant fait l'objet d'un ordre de service, pour l'application éventuelle de l'article 13 du CCAG-Travaux ;
- le montant des réfections pour imperfections techniques applicables aux quantités concernées.

En aucun cas, la décomposition du prix global et forfaitaire par marché subséquent ne pourra servir à donner une indication contractuelle quelconque sur les quantités ou sur la nature des ouvrages et des fournitures à exécuter.

Les bons de commande :

Les prestations Mission MBC étude préparatoire du site relatives à l'analyse du dossier de site, à l'esquisse par site avec chiffrage du coût de conception et construction du projet adapté au site conformément aux coûts plafonds du Bordereau de Prix Unitaire issu de la phase 1, sont réglés par un **prix global et forfaitaire, dont les prix unitaires sont prévus par site au Bordereau des prix Unitaires développé en phase 1 et annexé par avenant au Contrat de partenariat d'Innovation.**

2.2.5 Dates d'exigibilité des acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution de missions ouvrent droit à des acomptes mensuels hormis la **mission MBC** qui sera rémunérée à l'issue de la remise des livrables.

La détermination de l'avancement des prestations sera effectuée sur la base de la DPGF jointe au marché subséquent.

Pour les prestations relevant des missions M2 (ADM), M3 (APD), M4 (PRO), M11 (QEB), le montant cumulé des paiements effectués ne pourra excéder 80% de la rémunération de la mission considérée telle que fixée dans les documents contractuels, tant que cette mission n'aura pas été considérée comme achevée par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

2.2.6 Modalités du règlement des comptes du marché

Les situations financières du groupement (calcul des décomptes et des acomptes, y-compris décompte général et solde) doivent être calculées, diffusées et échangées à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX ou équivalent.

Pour la bonne utilisation de ce système, il sera alors dérogé à l'article 12 du C.C.A.G. Travaux dans les conditions suivantes :

2.2.6.1 Dispositions générales

Le mandataire du groupement devra avertir sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification concernant la domiciliation bancaire d'un des membres du groupement et produire à cet effet toute justification utile.

En application de l'article 9.3.4 du CCAG travaux, un ordre de service peut ordonner à tout moment la production de sous-détails de prix unitaires. Les sous-détails de prix demandés seront présentés selon un modèle qui sera communiqué au titulaire.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont soumis à la TVA en vigueur au moment de leur liquidation.

En cas de dépassement du délai réglementaire de paiement, des intérêts moratoires sont versés suivant le taux et la réglementation en vigueur.

2.2.6.2 Demandes de paiement mensuelles

Les demandes de paiement d'acomptes par le titulaire et les sous-traitants payés directement sont adressées au maître d'ouvrage, sous la forme d'un projet de décompte, pour le mois n, entre le 25 du

mois n et le 5 du mois n+1. Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début, abstraction faite des pénalités. Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, hors révision des prix et hors TVA. Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service prévu à l'article 6.4 du présent CCAP – Chapitre 3 s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés. Lorsque des réfections ont été fixées, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le projet de décompte mensuel comporte le relevé des prestations exécutées, tels qu'elles résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si la prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas terminée : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution des prestations, selon les modalités prévues à l'article 2.2.5 du présent CCAP-Chapitre 3.

Le montant des approvisionnements est établi en prenant en compte ceux qui sont constitués et non encore utilisés (cf. article 5.4 du CCAP – Chapitre 3).

Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Le système de type EDIFLEX sera utilisé pour l'établissement des pièces justificatives des acomptes (calcul des coefficients de révision, état de la révision, état de la T.V.A., attestation directe des sous-traitants).

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché subséquent.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Le délai global de paiement court à compter de la date de remise par le titulaire au maître d'ouvrage, de son projet de décompte (cette date est celle à laquelle le maître d'ouvrage dispose du dossier **complet** de projet de décompte), **ou à la date effective d'exécution des prestations, si elle est postérieure**. La transmission se fait via le système de type EDIFLEX évoqué ci-avant.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

2.2.6.3

Acomptes mensuels

A partir du décompte mensuel, le maître d'ouvrage ou son représentant détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Il dresse à cet effet sur le système de type EDIFLEX un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant de la TVA ;
- c) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- d) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- e) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;

- g) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a et b ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes d et e et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes (c), (f) et (g).

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

2.2.6.4 Demande de paiement final

Le projet de décompte final par marché subséquent, établi sur le système de type EDIFLEX, est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées. Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché subséquent, comme les projets de décomptes mensuels, et suit le modèle communiqué par le maître d'ouvrage sur le système de type EDIFLEX. Le système de type EDIFLEX sera utilisé pour l'établissement des pièces justificatives du solde (calcul des coefficients de révision, état de la révision, état de la T.V.A.).

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'ouvrage sur le système de type EDIFLEX, dans un délai de trente jours à compter de l'achèvement de la dernière mission (fin de la GPA).

En effet et par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-travaux, le titulaire ne transmet pas son décompte final à compter de la notification de la décision de réception mais à compter de l'achèvement de la dernière mission (fin de la GPA).

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final. En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini à l'article 2.2.6.5 du présent CCAP-Chapitre 3.

2.2.6.5 Décompte général et solde

Par dérogation à l'article 12.4.1 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général par marché subséquent, qui comprend :

- Le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 2.2.6.3 du présent CCAP-Chapitre 3 pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général. Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général dans un délai maximum de trente jours à compter de la réception de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Dans un délai de trente jours comptés à partir de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie au maître d'ouvrage ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer. Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché subséquent. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le départ du délai réglementaire de paiement. **Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.**

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire. Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG Travaux. Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés ci-dessus, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 2.2.6.4 du présent CCAP-Chapitre 3 ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 2.2.6.3 du présent CCAP-Chapitre 3 pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de dix jours à compter de la réception de ces documents, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au titulaire. Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-travaux, l'absence de notification au titulaire du décompte général dans le délai de 10 jours ne donne pas lieu à une acceptation tacite de ce décompte.

Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde. Le cas échéant, les révisions de prix sont calculées dans les conditions prévues ci-dessus. Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours fixé ci-dessus, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1.1 du CCAG Travaux, le décompte général notifié par le représentant du pouvoir adjudicateur est réputé être accepté par lui. Celui-ci devient alors le décompte général et définitif du marché.

2.2.6.6

Modalités de paiement des cotraitants et des sous-traitants directs

Le mandataire du groupement est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général ; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

- Pour les cotraitants :

Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun. La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement.

Si l'un des membres du groupement est défaillant, le membre du groupement en cause ne peut s'opposer à ce que les autres membres du groupement demandent au maître d'ouvrage que les paiements relatifs aux travaux qu'ils exécuteront postérieurement à ces demandes soient faits à un nouveau compte unique ouvert à leurs seuls noms.

- Pour les sous-traitants payés directement :

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.8 du CCAG-Travaux, et conformément aux dispositions des articles R2393-1 et suivants du code de la commande publique, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le titulaire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

L'envoi par le titulaire du marché, via le système de type EDIFLEX, d'un projet de décompte précisant la somme à payer à son ou ses sous-traitants, accompagné des factures correspondantes, équivaut à l'accord de ce même titulaire, prévu à l'article R2193-12 du code de la commande publique sur les sommes revendiquées par ce ou ces sous-traitants.

Les paiements effectués aux sous-traitants le sont, dans la limite des sommes dues au titre du marché, au vu des demandes de paiement visées dans les conditions ci-dessus, ou à défaut au vu des indications portées par le titulaire dans l'outil informatique de gestion financière, valant attestation de paiement direct. Dans le cas où les états de liquidation ne permettraient pas de payer en tout ou partie un sous-traitant dont le droit à paiement direct a été établi, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires réglés au sous-traitant sera décomptée sur les sommes dues au titulaire.

Dans la demande de paiement finale, dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, éventuellement modifié par avenant ou acte spécial modificatif, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation, signée par le sous-traitant et l'entreprise concernée, par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité.

2.2.6.7

Règlement des ouvrages ou des travaux modificatifs non prévus

L'Article 6 du présent CCAP-Chapitre 3 précise l'article 13 du CCAG-Travaux relatif au règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Par ailleurs, l'application des articles 14 du CCAG-Travaux est précisée de la manière suivante :

En complément de l'article 14.4 du CCAG-Travaux, lorsque les prestations exécutées atteignent le montant contractuel du marché, le maître de l'ouvrage peut notifier par ordre de service sa décision d'en poursuivre l'exécution jusqu'à un nouveau montant indiqué dans la décision.

Si le titulaire n'a pas reçu cette décision dans le délai de dix jours avant la fin du mois au cours duquel le montant des prestations exécutées atteindra la masse contractuelle du marché, et s'il n'a pas non plus reçu, dans le même délai, l'ordre d'arrêter les travaux mentionné à l'article 14.4.2 du CCAG-Travaux, le titulaire poursuit les prestations, dans la limite des plafonds fixés à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Lorsque les prestations exécutées atteignent ces plafonds, le titulaire en arrête l'exécution. Les prestations qui sont exécutées au-delà des plafonds ne sont alors pas payées.

2.3 Variation de prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées conformément à l'article 9.4 du CCAG-Travaux précisé par les stipulations ci-après.

2.3.1 Prix révisables

Les prix sont révisables mensuellement suivant les modalités fixées ci-après.

2.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois figurant en page une de l'acte d'engagement modifié, le cas échéant, à l'issue de la phase 1, au passage en phase 2 .

Ce mois est appelé mois « mo ».

2.3.3 Choix de l'indice de référence

Les indices de référence, choisis en raison de leur structure pour la révision du prix des prestations, sont les suivants, publiés sur le site de l'INSEE :

- Missions M7-TRAVAUX, M8-AOR, M9-MOBILIER, M10-SIGNALÉTIQUE, M12-GPA et M13-ENV: l'index bâtiment BT01
- Autres Missions : l'indice d'ingénierie ING

2.3.4 Modalités de révisions des prix

Le coefficient de révision (C) applicable est donné par la formule :

$$C_m = 0,15 + 0,85 * (I_{m-4} / I_{mo-4})$$

dans laquelle I_{mo-4} et I_{m-4} sont les valeurs prises par l'index de référence, tel que défini précédemment respectivement au mois « mo-4 » et au mois « m-4 » d'exécution des prestations. La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Par ailleurs, pour les pièces et fournitures fournies par la RIEP, le prix du marché tient compte :

- du prix de fourniture des blocs portes donné dans le bordereau de prix RIEP figurant dans l'annexe « Portes » du programme technique ;
- du bordereau des prix unitaires de la RIEP annexé au programme « Mobilier »,

suivant la date de valeur figurant dans ces deux documents.

Si à la fin du marché le montant total effectif des pièces et produits commandés à la RIEP (montant résultant des prix appliqués par la RIEP lors des différentes commandes) est supérieur au montant total révisé des pièces et produits correspondants (montant correspondant aux prix initiaux RIEP figurant dans les documents du dossier de consultation des entreprises auxquels sont appliqués, à la date de la commande, la formule de révision prévue pour la mission M6-TRAVAUX dans le présent article du CCAP du marché), le titulaire peut, s'il en fait la demande et fournit tous les justificatifs correspondants, bénéficier d'une rémunération complémentaire correspondant à la différence entre a) le montant réel des commandes totales effectuées auprès de la RIEP et b) le montant révisé total suivant le présent article du CCAP du marché.

Ce dispositif ne peut pas être mis en œuvre si un écart est constaté sur certaines fournitures de la RIEP sans que le total effectif des pièces et produits commandés à la RIEP ne soit supérieur au montant total révisé des pièces et produits correspondants.

2.3.5 Révision provisoire

Sans objet

2.4 Taxe à la valeur ajoutée (TVA)

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prestations sous-traitées seront soumises à l'autoliquidation de la TVA, en application du 2^{on} de l'article 283 du Code général des impôts : « Pour les travaux de construction, y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un

bien immobilier par une entreprise sous-traitante, au sens de l'article 1er de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, pour le compte d'un preneur assujetti, la taxe est acquittée par le preneur »

Article 3. Ordres de service

Par dérogation à l'article 2 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont délivrés par le maître de l'ouvrage. Ils sont notifiés au titulaire par le maître de l'ouvrage contre récépissé ou accusé de réception. Cette notification peut être faite par voie électronique par l'APIJ. Le titulaire doit alors accuser réception par retour de mail de l'ordre de service.

Tous les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'ouvrage.

Le titulaire, conformément à l'article 3.8 du CCAG travaux, dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour faire connaître ses réserves, sous peine de forclusion.

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés de notifications et d'échanges d'information déterminées par ordre de préférence sont :

- Notification par messagerie électronique : accusé de réception automatique, réponse par mail du titulaire ;
- Directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié (délégation de signature) contre récépissé ;
- Lettre recommandée avec avis de réception ;

Article 4. Délais d'exécution - Pénalités

4.1 Délais d'exécution des prestations

Les délais sont fixés dans les marchés subséquents.

Les faits générateurs du début d'exécution de chacune des missions, sont les suivants :

TRANCHE FERME	
MISSION	FAIT GENERATEUR
Mission MBC	Par bon de commande qui fixe le délai
Mission M0 – BIM	Par bon de commande qui fixe le délai
Mission M2 – ADM	Notification du marché subséquent
Mission M3 – APD	Notification du marché subséquent
Mission M4 – PRO	Décision du maître de l'ouvrage d'admission de la mission M3 APD
Mission M5 – EXE	Ordre de service après admission de la mission M4
Mission M6 - VISA-DET	Ordre de service après admission de la mission M4
Mission M7 – TRVX	Ordres de service après admission de la mission M4 et de la mission M13 le cas échéant (préparation puis démarrage)
Mission M8 – AOR	OS de démarrage des OPR et selon modalités décrites à l'article 13 du CCAP
Mission M9 - MOB	Notification du marché subséquent
Mission M10 – SIGN	Notification du marché subséquent
Mission M11 – QEB	Notification du marché subséquent
Mission M12 – GPA	Date d'effet de la réception
Mission M13 – ENV	Ordre de service spécifique du maître d'ouvrage

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prolonger le délai d'exécution de la mission M4 (PRO), sans que le titulaire du marché puisse prétendre au versement d'une indemnité, si les demandes d'autorisations administratives élaborées dans le cadre de la mission M2 (ADM) sont en cours d'instruction ou font l'objet, de la part des autorités compétentes d'une demande de complément, d'un avis favorable avec réserves ou d'un avis défavorable. Dans l'hypothèse où l'ensemble des autorisations administratives ne sont pas obtenues lors de la transmission du PRO, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de valider cette mission sous réserve de la validation de l'ensemble des autorisations administratives. La décision d'admission « sous réserve de » permet au pouvoir adjudicateur de notifier l'ordre de service valant démarrage de la M7 (TRVX) mais ne fait pas courir le délai d'un an entre la décision d'admission de la mission et l'Ordre de service de la M7 (TRVX). En effet, une fois les compléments apportés et à l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission, le cas échéant avec réserves, l'ajournement, l'admission avec réfaction ou le rejet des prestations.

La phase de réalisation des travaux M7 est précédée d'un ordre de service spécifique d'entreprendre la préparation des travaux dans les conditions de l'article 10.1 ci-après. Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG-Travaux, cet ordre de service interviendra au plus tard 12 mois à compter de l'admission du PRO par le pouvoir adjudicateur et après admission de la mission M13 (ENV). Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si l'ordre de service est notifié dans les délais indiqués ci-dessus. Par ailleurs, ce n'est qu'à l'expiration de ces délais que le titulaire pourra demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif dans les conditions précisées à l'article 50.2.1 du CCAG-Travaux. De plus, aucun frais lié aux commandes des approvisionnements nécessaires à la réalisation du chantier ne pourra être engagé par le titulaire du présent marché avant cet ordre de service.

Un deuxième ordre de service de démarrage des travaux est ensuite émis à l'expiration du délai de un mois de préparation de travaux (Délai à adapter le cas échéant en phase 1 recherche et développement), si l'ensemble des prestations relatives à la préparation de chantier ont été accomplies. Il est par ailleurs précisé que :

- Le maître d'ouvrage a la possibilité d'anticiper cet ordre de service si l'ensemble des prestations décrites à l'article 10.1 du présent CCAP ont été réalisées, sans que la période de préparation ne puisse être inférieure à un mois (Délai à adapter le cas échéant en phase 1 recherche et développement), et sans que cela ne modifie les délais des missions M4 à M6 précisés au marché subséquent.
- Dans le cas où certaines prestations décrites à l'article 10.1 n'ont pas été effectuées, ce second ordre de service pourra être émis après l'expiration du délai de un mois indiqué ci-dessus (Délai à adapter le cas échéant en phase 1 recherche et développement), sans que cela ne modifie les délais des missions M4 à M6 précisés dans le marché subséquent.

Concernant le calendrier de l'ensemble de l'opération, l'attention du titulaire est appelée sur le fait que les délais de fourniture de la RIEP sont plus élevés que ceux des fournisseurs classiques (le délai nominal de fourniture de la RIEP étant de 24 semaines à partir de la date de commande). Ces délais devront être pris en compte et les procédures de commandes des mobiliers devront être anticipées par le titulaire de telle sorte à respecter le délai global du marché (cf. annexe 1-bis – Mission M8 Mobilier).

Aucune prolongation de délai ni aucune indemnité ne pourront être accordées au titulaire du fait d'un décalage du calendrier de l'opération qui résulterait d'une insuffisante prise en compte et anticipation des délais de fourniture de la RIEP et en particulier du délai nominal mentionné plus haut.

4.1.1 Calendrier détaillé d'exécution au stade des études

Le titulaire doit élaborer une proposition de calendrier détaillé d'exécution des missions de conception, de construction et d'aménagement au stade MBC étude préparatoire du site

Cette proposition de calendrier détaillé devra respecter les axes d'innovation et les calendriers développés en phase 1 – Recherche et Développement. Cette proposition devra faire apparaître notamment :

- Le **calendrier détaillé des études de conception**, faisant apparaître les dates de remise des dossiers de conception et les périodes de validation,
- Les dates de remise des **livrables « BIM »** en phase conception,
- Les **tâches relatives à l'obtention des autorisations administratives**, y compris dates d'établissement des dossiers, de dépôt et d'obtention des autorisations administratives ainsi que les date des éventuelles enquêtes publiques,
- Les dates de **mise en production et la durée de production des modulaires et/ou des éléments préfabriqués**, les dates et les délais d'approvisionnement, de fabrication en atelier et en usine ;
- La **date de réalisation des locaux témoins**,
- Les éventuelles dates de **dépôt des demandes d'ATEX**, le cas échéant,
- Les **tâches caractéristiques de chaque corps d'état**, ainsi que leurs dates de début et de fin de travaux (y compris équipements spécifiques, mobilier et signalétique),
- Le **phasage du chantier** qui prend notamment en compte le repli du matériel de chantier, l'interruption des travaux, les OPR, la levée des réserves, etc...
- Les dates des **opérations préalables à la réception**,
- Les dates des principales **opérations de contrôle de la qualité**,
- Les **jalons définis au schéma de contrôle de la qualité et le plan de commissionnement**,
- Le ou les **chemins critiques de l'opération**, avec l'indication des dates de début et de fin de tâches,
- Les **dates de début et de fin de travaux des ouvrages de raccordement** aux différents réseaux de concessionnaires (électricité, eau, télécommunications, etc.) ou d'autres travaux ou prestations à la charge d'autres prestataires et conditionnant la bonne réalisation de l'ouvrage,
- Les dates de début et de fin des travaux préalables au chantier.

Après approbation par le maître d'ouvrage, le calendrier sera notifié dans le marché subséquent du Bâtiment QSL par site.

Au cours du déroulement de l'opération et à la demande du titulaire, le calendrier détaillé d'exécution au stade des études pourra être modifié. Néanmoins, les modifications du calendrier ne pourront entraîner une prolongation du délai d'exécution prévu dans le marché subséquent.

4.1.2 Calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-Travaux, le titulaire doit élaborer une proposition de calendrier détaillé d'exécution des missions de construction et d'aménagement dans les quatorze jours calendaires qui suivent la notification de l'ordre de service spécifique de préparation des travaux.

Cette proposition de calendrier détaillé doit reprendre les engagements du titulaire tels que précisés sur le calendrier détaillé d'exécution au stade des études. Cette proposition doit faire apparaître notamment :

- Le **calendrier détaillé des études d'exécution**,
- Les dates de remise **des livrables « BIM »** en phase exécution,
- Les **dates et les délais d'approvisionnements**, de fabrication en atelier et en usine,
- Les **dates de production des échantillons**, notices techniques et procès-verbaux d'agrément,
- La **date de réalisation des locaux témoins**,

- Les éventuelles dates de **dépôt des demandes d'ATEX**,
- Les **dates prévisionnelles de demandes d'agrément** des sous-traitants,
- Les dates de début et de fin des travaux préalables au chantier
- Les **tâches caractéristiques de chaque corps d'état**, ainsi que leurs dates de début et de fin de travaux (y compris équipements spécifiques, mobilier et signalétique),
- Les **tâches caractéristiques de chaque intervenant sur le chantier**, ainsi que leurs dates de début et de fin de travaux,
- **Les jalons et les contrôles ou essais définis dans le schéma de contrôle de la qualité définitif**, avec les enchaînements des tâches, les marges de recouvrement tolérées, ainsi que le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et le démarrage de la (des) suivante(s) qu'elle conditionne (diagramme de Gantt),
- Le ou **les chemins critiques de l'opération**, avec l'indication des dates de début et de fin de tâches,
- Les **essais en cours d'exécution et les opérations préalables à la réception**,
- Les **dates de début et de fin de travaux des ouvrages de raccordement** aux différents réseaux de concessionnaires (électricité, eau, télécommunications, etc.) ou d'autres travaux ou prestations à la charge d'autres prestataires et conditionnant la bonne réalisation de l'ouvrage,
- Les **dates de début et de fin de toute tâche complémentaire non listée ci-dessus**, telle qu'elle résulte de la mise au point des programme et calendrier des travaux pendant la période de préparation du chantier.

Après approbation par le maître d'ouvrage, ce calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux se substituera au calendrier détaillé d'exécution au stade de la notification du marché subséquent. Il sera notifié par ordre de service au titulaire et aura un caractère contractuel.

Au cours du déroulement de l'opération et à la demande du titulaire, le calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux pourra être modifié. Sous réserve de l'accord du maître de l'ouvrage, il sera alors notifié au titulaire, étant précisé que les modifications du calendrier ne pourront entraîner une prolongation du délai d'exécution prévu dans le marché subséquent.

Chaque semaine, lors de la réunion de chantier, l'OPC devra faire figurer sur le calendrier d'exécution l'avancement des travaux en fonction de l'avancement réel et constaté du chantier. Le calendrier ainsi mis à jour sera joint au compte rendu de la réunion de chantier.

Par ailleurs, **le maître d'ouvrage pourra demander à tout moment une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution pour tenir compte de l'avancement réel du chantier**. Le titulaire est en tout état de cause tenu de transmettre un calendrier spécifique et détaillé de fin de travaux au plus tard deux mois avant la date de fin de travaux figurant au calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux défini par le présent paragraphe.

4.1.3 Calendrier détaillé de la période des opérations préalables à la réception

Un calendrier détaillé de la période des opérations préalables à la réception est élaboré dans les conditions décrites à l'article 13.3.1 du présent CCAP-Chapitre 3.

Ce calendrier fera apparaître un délai de réalisation des opérations préalables à la réception, distinct du délai d'exécution des travaux, qui est défini comme le délai entre la date de démarrage des opérations préalables à la réception, et la date d'envoi par le mandataire, co-signé par le maître d'œuvre, du document indiquant s'il propose ou non la réception, telle qu'indiquée à l'article 13.4 du présent CCAP-Chapitre 3.

Ce calendrier détaillé de la période des opérations préalables à la réception, dédié aux modalités de réalisation de cette seule phase, ne se substitue pas au calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux qui demeure le seul calendrier contractuel.

4.2 Prolongation du délai d'exécution des travaux

4.2.1 Intempéries

4.2.1.1

Caractérisation des intempéries

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à **28 jours ouvrés** par an.

En vue de l'application du 2.3 de l'article 18 du CCAG travaux, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le(s) délai(s) d'exécution sera (seront) prolongé(s) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites suivantes :

- A : pluie et neige : si entre 6 heures et 18 heures il est tombé plus de 15 mm d'eau (ou l'équivalent en neige après fonte),
- B : vent : si entre 6 heures et 18 heures la vitesse maximale du vent atteint ou dépasse 60 km/h pendant plus de 4 heures consécutives,
- C1 : Gel : si la température extérieure étant à 7 heures inférieures à -5°C, elle est encore à 18 heures inférieure à -4°C,
- C2 Gel : si la température extérieure étant à 7 heures inférieure à -6°C, elle est encore à 10 heures inférieure à -2°C. Cette condition n'est toutefois pas applicable si, par suite de chauffage partiel ou total, une température de +10°C est assurée dans les locaux où sont exécutés les travaux,
- C3 Froid : si la température extérieure étant à 7 heures inférieure à +4°C, elle est encore à 18 heures inférieure à +5°C
- D Canicule : si les températures moyennes de la journée sont supérieures au niveau orange ou rouge canicule, l'entreprise devant justifier que le phénomène a une influence directe sur le déroulement des travaux et qu'elle a bien étudié toutes les solutions lui permettant de poursuivre son activité, y compris la modification des horaires de travail.

En cas de litige, seuls les bulletins de la station météorologique la plus proche du chantier seront pris en compte.

Si des intempéries ou autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou autoriser leur poursuite en assortissant cette décision des mesures particulières à prendre.

4.2.1.2

Nature des travaux pour lesquels sont admises ces conditions

- Intempéries type A : Travaux de terrassement et fondations – Structure béton armé - Étanchéité – façades – menuiseries extérieures – VRD
- Intempéries type B : Travaux de structure béton armé - Façades - charpente - couverture - menuiseries extérieures – VRD
- Intempéries type C1 : travaux de menuiseries extérieures – travaux de béton – étanchéité
- Intempéries type C2 : autres lots avant clos couvert
- Intempéries type C3 : enduits et peintures des façades
- Intempéries type D : tout travaux selon justifications exigées au 4.2.1.1 du présent CCAP

4.2.1.3

Tâches non soumises aux intempéries

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos couvert, ou en usine,
- l'approvisionnement et le transport des matériaux

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution de toutes les tâches du calendrier, et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au représentant du maître de l'ouvrage, le jour même.

Le décompte des intempéries est systématiquement porté au compte-rendu de chantier.

4.2.2 Autres précisions concernant les délais d'exécution

Les réfections à la suite de malfaçons ne peuvent en aucun cas donner lieu à une prolongation des délais d'exécution.

Les arrêts de chantier pour non-respect des règles en matière de sécurité et protection de la santé ne peuvent en aucun cas donner lieu à une prolongation des délais d'exécution.

La prolongation du délai d'exécution des travaux pour intempéries au-delà du nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles précisé ci-dessus, ou pour prolongation des délais d'attribution des autorisations administratives ne donne lieu à aucune indemnité.

4.3 Pénalités en phase 2

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités suivantes pourront être appliquées, par bon de commande et par marché subséquent :

4.3.1 Études

En cas de dépassement des délais fixés par bon de commande pour les missions MBC et par marché subséquent pour les missions M3-APD à M4-PRO, une pénalité de 2000€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée. Cette pénalité s'applique également en cas de dépassement des délais fixés dans les bons de commande.

La constatation du retard s'effectue, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

En cas de non-exécution, dans les délais prescrits, des prestations destinées à lever les réserves dont était assortie l'acceptation d'un élément d'étude, une pénalité de 1000 € par jour calendaire de retard pourra être appliquée.

Il est précisé que les livrables BIM définis à l'annexe 5 du présent CCAP et attendus pour chaque mission seront pris en compte dans l'appréciation des pénalisations indiquées dans les deux précédents paragraphes.

4.3.2 Travaux

Des pénalités journalières de retard s'appliquent en cas de dépassement des délais fixés au marché subséquent pour les missions M5-EXE à M7-TRAVAUX.

La constatation du retard s'effectue, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Le montant hors taxes de ces pénalités est égal au montant initial du marché subséquent (conception et construction) divisé par 3000, arrondi aux 5000 euros supérieurs, par jour calendaire de retard, avec une limite maximale de 30 000 € HT par jour calendaire de retard.

Pour les missions M5-EXE à M7-TRAVAUX, ce même montant pourra être appliqué pour les pénalités provisoires en cas de non-respect des délais intermédiaires tels qu'ils ressortent du calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service. Si le délai global de la mission est respecté, cette pénalité sera restituée. A défaut, la pénalité de du montant défini ci-avant par jour de retard se substituera à la pénalité provisoire.

S'agissant des travaux, pour les missions M5-EXE à M7-TRAVAUX, des pénalités provisoires en cas de non-respect des délais intermédiaires tels qu'ils ressortent du calendrier détaillé d'exécution notifié

par ordre de service pourront être appliquées. Le montant de ces pénalités s'élève à [montant initial du marché subséquent (conception, construction et aménagement) divisé par 3000, arrondi aux 5000 euros supérieurs, par jour calendaire de retard, avec une limite maximale de 30 000 € HT] par jour calendaire de retard pour la mission M7 et 1/3000e du montant initial des missions considérées par jour calendaire de retard pour les autres missions concernées. Si le délai global de la mission est respecté, cette pénalité sera restituée. A défaut, la pénalité de [montant initial du marché subséquent (conception, construction et aménagement) divisé par 3000, arrondi aux 5000 euros supérieurs, par jour calendaire de retard, avec une limite maximale de 30 000 € HT] par jour de retard se substituera à la pénalité provisoire.

4.3.3 Information du maître de l'ouvrage

Une pénalité de 500 € pourra être appliquée en cas de non-respect des dispositions de l'article 12.3.6 du présent CCAP.

4.3.4 Obligations au titre du Code du travail – pénalités en phase 2

En cas de manquement aux obligations rappelées au 13.8.1 du présent CCAP, une pénalité forfaitaire de 300 € euros par jour de retard sera appliquée. Parallèlement, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

En cas de manquement aux obligations rappelées au 13.8.2 du présent CCAP, une pénalité de 2 000 € euros par constat sera appliquée.

Une pénalité de 100 000 € euros sera appliquée dès que le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

4.3.5 Pénalités pour non remise des documents à fournir

Une pénalité de 800 € par jour calendaire de retard sera appliquée en cas de retard dans la remise des deux dossiers définis à l'Article 14 de l'annexe 1bis du présent CCAP.

4.3.6 Absence d'un représentant du titulaire à une réunion

En cas d'absence du représentant du titulaire, du maître d'œuvre ou de l'OPC à une réunion hebdomadaire de chantier (les trois devant être systématiquement présents), ou toute autre réunion organisée par la maîtrise d'ouvrage ou son représentant et à laquelle il n'a pas été excusé, une pénalité de 500 € pourra être appliquée à chaque occurrence.

En cas d'absence du représentant du titulaire ou du maître d'œuvre lors des opérations préalables à la réception, une pénalité de 500€ pourra être appliquée au titulaire, à chaque occurrence (réunion, établissement des listes de réserves, levée de réserves).

Dans le cas où le maître d'ouvrage ou son représentant n'aurait pas été associé à une réunion de chantier ou toute autre réunion concernant notamment les opérations préalables à la réception, une pénalité de 500€ pourra être appliquée au titulaire à chaque occurrence.

Nota : la représentation du titulaire par une personne non habilitée à prendre des décisions ou à l'engager équivaut à une absence.

4.3.7 Pénalités diverses pendant la phase de mise en œuvre des mesures environnementale, la phase de construction et la période des opérations préalables à la réception

Les délais pour le calcul des pénalités sont fixés par le calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux mentionné au 4.1.2 du présent CCAP-Chapitre 3, par les prescriptions des CCAG-Travaux, ou par la maîtrise d'ouvrage suivant inscription au compte-rendu de chantier ou notification par courrier ou message électronique.

1. Découverte d'un sous-traitant non déclaré : 20.000 € par occurrence ;
2. Non-respect des clauses de sécurisation et de confidentialité des données : 10 000 € par occurrence (Pour rappel, prévu au Chapitre 1 – Dispositions générales) ;
3. Non-respect des prescriptions ou non-atteinte des performances requises, issus de l'arrêté de dérogation pour la destruction d'espèces protégées : 10 000 € par infraction constatée ;
4. Retard dans les prestations exigées au titre du pilotage du schéma de contrôle qualité : 500 € par jour calendaire et par occurrence (pénalité également applicable en phase d'étude) ;
5. Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plan de synthèse, documentation...) : 300 € par jour calendaire et par document ;
6. Non remise ou remise incomplète des documents à remettre en fin d'exécution des travaux visé à l'annexe 1 bis du présent CCAP : 1000 € par jour calendaire et par sous-dossier ;
7. Non remise ou remise incomplète des livrables BIM demandés au titre de l'article 4.3 de l'annexe 5 du présent CCAP dans les délais précisés dans le calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 4.1.2 du présent CCAP : 1000 € par jour calendaire et par livrable ;
8. Retard dans la production de propositions de prix relatives à des travaux modificatifs : 300 € par jour calendaire ;
9. Non proposition d'un remplaçant dans les conditions de l'article 3.1.1 du CCAP-Chapitre 1 : 300 € par jour calendaire de retard ;
10. Non remise d'un reportage photographique prévu à l'annexe 01 bis au présent CCAP : 2 000 € par occurrence ;
11. Défaut dans l'établissement mensuel d'un récapitulatif des documents bons pour exécution avec indication des dates des visas et/ou des avis du maître d'œuvre, de l'assistant à maîtrise d'ouvrage, du contrôleur technique et du CSPS : 300 € par occurrence ;
12. Défaut dans l'établissement ou la mise à jour du cahier des avis négatifs ou avec réserves formulés par le contrôleur technique : 300 € par occurrence ;
13. Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé : 300 € par infraction constatée et par jour calendaire en défaut ;
14. Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace : 300 € par infraction constatée et par jour calendaire en défaut ;
15. Non-respect du protocole d'intervention visé à l'annexe 3 du présent CCAP : 300 €. par infraction constatée et par jour calendaire en défaut, le cas échéant ;
16. Retard dans le nettoyage du chantier : 300 € par jour calendaire ;
17. Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier : 300 € par jour calendaire ;
18. Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux : 300 € par jour calendaire ;
19. Absence de port de badge nominatif pour l'ensemble du personnel du groupement et de ses sous-traitants présents sur le chantier : 50 € par occurrence.
20. Non-remise des rapports trimestriels ou du rapport final visés à l'article 12.6 du présent CCAP-Chapitre 3 : 300 € par jour calendaire.
21. Non mise en œuvre ou mise en œuvre partielle d'une mesure ERC : 1 000 € par infraction constatée. La constatation s'effectue, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Au titre de la mise en œuvre de la charte Chantier Faibles Nuisances :

- 22.** Manquement caractérisé au tri des déchets : 1 500 € par occurrence ;
- 23.** Absence du Responsable Environnement Chantier sur le site : 300 €.par jour calendaire
- 24.** Non-respect des horaires limites du chantier définis dans la charte Chantier Faibles Nuisances, du plan de circulation, stationnement des véhicules dans les zones non prévues à cet effet, stockage des produits dangereux au-dehors des zones réservées, la pollution des sols et des sous-sols, y compris les aspects aquatiques : 1 500 € par occurrence ;
- 25.** Absence de fourniture du classeur de suivi des déchets en fin de chantier : 2 000 €;
- 26.** Niveau d'émergence sonore au-delà de la réglementation par type d'horaire, tel que défini dans la charte Chantiers Faibles Nuisances : 500 €. par infraction ;
- 27.** Végétation détériorée, salissures sur la voie publique, stockage des fournitures et des matériels dans les espaces non prévus à cet effet, non-respect des obligations de nettoyage des véhicules, ou zone d'intervention non ou mal nettoyée : 500 € par occurrence ;
- 28.** Absence de production de bordereaux du suivi des déchets : 500 € par occurrence ;
- 29.** Dépôts de matériel, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 300 €. par infraction constatée et par jour calendaire.
- 30.** Retard dans la remise ou la diffusion de pièces et documents prévu à la charte de chantier : 300 € par jour calendaire et par document ;
- 31.** Non-respect des limitations de nuisances visuelles (entretien chantier, entretien véhicule, etc) : 500 € par infraction ;
- 32.** Non-respect des règles à mettre en œuvre et de leur suivi nécessaires à la limitation des nuisances, des pollutions, de la protection des espaces : 300 € par infraction constatée et par jour calendaire.

Au titre de la mise en œuvre des mesures environnementales (Mission M13)

- 33.** Non-remise de rapport visé à l'Article 14 de l'annexe 1bis du présent CCAP : 300 € H.T. par jour calendaire.
- 34.** Non mise en œuvre ou mise en œuvre partielle d'une mesure ERC : 1 000 € H.T par infraction constatée. La constatation s'effectue, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

4.3.8 Pénalités spécifiquement liées à la période des opérations préalables à la réception

- Dépassement du délai de réalisation des opérations préalables à la réception tel que défini à l'article 5.1.3 du présent CCAP : montant initial du marché subséquent (conception, construction et aménagement) divisé par 3000, arrondi aux 5000 euros supérieurs, par jour calendaire de retard, avec une limite maximale de 30 000 € HT] par jour de retard.
- Dépassement du délai de remise des documents prévus à l'Article 15 de l'Annexe 1 du présent CCAP : 5 000 € par jour de retard.
- Non-conformité dans les documents prévus à l'Article 15 de l'Annexe 1 du présent CCAP au regard de ses exigences : 5 000 € par non-conformité.

4.3.9 Pénalités pendant la période de garantie de parfait achèvement

- Dans le cadre des formations prévues à l'article 13.5.2 du présent CCAP-Chapitre 3 :

- Retard ou envoi incomplet de la proposition de méthodologie, de plan et de programme de formation : 1 000€ H.T. par jour calendaire ;
- Absence du formateur à une session de formation : 5 000 € H.T. par occurrence.
- Dans le cadre de la levée des réserves et du suivi de la GPA :
 - Réserve non levée dans les délais fixés dans la décision de réception : 200 € H.T. par jour calendaire de retard et par réserve ;
 - Dans le cas où la mise en service de l'établissement (date correspondant à l'arrivée des détenus, dont l'échéance prévisionnelle sera notifiée par courrier au titulaire au plus tard lors de la réception) devait être retardée du fait (i) du nombre ou de la nature des réserves non levées (ii) de défauts GPA apparus entre la réception et la date prévisionnelle de mise en service : pénalité de [montant initial du marché subséquent (conception, construction et aménagement) divisé par 3000, arrondi aux 5000 euros supérieurs, par jour calendaire de retard, avec une limite maximale de 30 000 € HT] par jour calendaire de retard du fait du titulaire dans la mise en service de l'établissement ;
 - Impossibilité de contacter un technicien qualifié dans le cadre de l'astreinte téléphonique définie à l'article 14.6.1 du présent CCAP sous un délai d'une heure : 100 € par heure de retard ;
 - Dépassement du délai imparti pour la réalisation de travaux nécessaires à la résolution d'un désordre relatif au système de sûreté pénitentiaire : 1000 € par jour calendaire de retard et par désordre
 - Dépassement du délai imparti pour la réalisation de travaux nécessaires à la résolution d'un désordre relevant de la GPA mais ne portant pas sur le système de sûreté pénitentiaire : 100 € par jour calendaire de retard et par désordre.

4.3.10 Pénalités liées au non-respect des obligations d'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, l'entrepreneur subira une pénalité égale au nombre d'heures prévu par le marché subséquent et non réalisé, multiplié par 2 et multiplié par le SMIC horaire.

En cas de défaut caractérisé dans la transmission d'information relative aux obligations d'insertion, le titulaire subira une pénalité de 300 euros par jour calendaire de retard à compter de l'échéance figurant sur la mise en demeure qui lui aura été notifiée par le maître de l'ouvrage.

4.3.11 Pénalités liées au non-respect de l'engagement sur la part minimale de l'exécution du marché confiée à des PME ou artisans

En cas de non-respect de l'engagement relatif à la part du marché affectée aux PME et aux artisans, le titulaire subira une pénalité égale à la moitié de la différence entre :

- D'une part, le montant que le titulaire s'était engagé à sous-traiter aux PME et artisans, ce montant étant défini comme le pourcentage renseigné à l'annexe 4 de l'acte d'engagement multiplié par le montant initial du marché subséquent
- D'autre part, le montant effectivement sous-traité par le titulaire aux PME et artisans durant l'exécution du marché subséquent

En cas de défaut caractérisé dans la transmission d'information relative aux engagements sur la part d'exécution réalisée par des PME ou artisans, le titulaire subira une pénalité de 300 euros par jour calendaire de retard à compter de l'échéance figurant sur la mise en demeure qui lui aura été notifiée par le maître de l'ouvrage.

4.3.12 Cumul des pénalités

Toutes les pénalités objet des articles ci-avant sont cumulables. Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, pour chaque phase d'un marché subséquent (celui-ci étant considéré comme divisé en une phase conception – missions MBC étude préparatoire du site, M2 (ADM) à M4 (PRO) – et une

phase construction – missions M5 (EXE) à M13 (ENV) , le montant des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes de la phase figurant au marché subséquent.

4.3.13 Révision des pénalités

Les pénalités ne sont pas assujetties à la révision des prix.

4.3.14 Exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

Article 5. Clauses de financement et de sûreté

5.1 Retenue de garantie

Le maître de l'ouvrage applique une retenue de garantie d'un montant égal à 5% (3% pour les TPE/PME) du montant TTC de la Mission M7 – TRVX pour chaque marché subséquent, prélevée à l'occasion de chaque acompte.

Cette garantie couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie. Si la garantie à première demande n'est pas présentée lors de la première demande d'acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte sera prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie sera alors constituée pour le montant total de la mission M7-TRVX, en prenant en compte les éventuels avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie.

Cette garantie à première demande est libérée ou la retenue de garantie remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

En cas de réserves notifiées et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, éventuellement prolongé selon les dispositions de l'article 44.2 du CCAG travaux, la retenue de garantie n'est remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie, libérées, que, au plus tard un mois après la date de levée effective de ces réserves. Le pouvoir adjudicateur doit alors délivrer une main levée pour qu'il soit mis fin à l'engagement de ces organismes ayant délivré leur garantie.

5.2 Avance par marché subséquent

L'option B prévue à l'article 11 du CCAG PI est retenue par marché subséquent.

Si les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-10 du Code de la commande publique sont réunies, une avance est versée au titulaire du marché dans le cadre du bon de commande ou marché subséquent concerné sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant de chaque marché subséquent d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et 10% pour les PME.

Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé, ni actualisé.

5.3 Nantissement et cession de créances

Il est fait application de l'article 4.2 du CCAG-Travaux par marché subséquent.

5.4 Avance sur matériel

Aucun acompte ne sera versé au titulaire au titre des approvisionnements sauf accord du maître d'ouvrage formalisé par une décision. Dans ce cas, à l'appui de sa demande, le titulaire ou le sous-traitant devra justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Ils figureront alors dans les projets de décomptes mensuels. Il est précisé qu'il s'agit dans ce cas d'une avance sur la prestation à réaliser par le titulaire, qui reste pleinement responsable du stock ainsi constitué et de la réalisation de la prestation conformément au marché.

Article 6. Prestations supplémentaires ou modificatives

6.1 Système de fiches modificatives

Un système de fiches modificatives complète les dispositions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Ces fiches modificatives sont initiées par le titulaire ou par la maîtrise d'ouvrage, selon l'origine de la proposition.

Une fiche modificative comporte les rubriques suivantes (modèle fourni par le maître de l'ouvrage) :

- Nature de la modification et fait générateur ;
- Incidence financière ;
- Incidence éventuelle sur le délai global d'exécution du marché. L'appréciation de l'incidence sur le délai global d'exécution du marché pourra être faite à partir d'un calendrier d'exécution recalé intégrant plusieurs modifications de programme.

Les taux de maîtrise d'œuvre concernés par cet article sont ceux correspondant aux missions suivantes : M2 (ADM), M3 (APD), M4 (PRO), M5 (EXE et SYNTHÈSE) et M6 (VISA).

Il est précisé ici que les seuls coûts qui peuvent s'appliquer dans les fiches modificatives en dehors des coûts travaux (mission M7-TRAVAUX hors Lot 00) sont détaillés ci-dessous suivants les cas de figure :

1. Etudes de faisabilité

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage souhaite l'analyse de plusieurs scénarii nécessitant des études spécifiques, niveau esquisse au minimum, afin de disposer des éléments nécessaires à sa décision, le processus suivant est mis en place :

- Transmission d'une demande d'étude de faisabilité au titulaire du marché par l'intermédiaire d'une fiche modificative.
- Le titulaire transmet sous 1 semaine un devis au maître d'ouvrage correspondant au temps passé par le groupement pour réaliser cette étude. Le prix est global et forfaitaire.
- Le maître d'ouvrage notifie par ordre de service la commande de cette étude de faisabilité.

A noter qu'en cas d'urgence ou de désaccord sur le montant de la prestation, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de notifier l'ordre de service de démarrer cette étude de faisabilité sans respecter la procédure évoquée ci-dessus.

Dans l'éventualité où cette étude de faisabilité n'engendre aucune commande de travaux modificatifs ou supplémentaires, le coût de cette étude de faisabilité est valorisé par avenant sur la base de l'ordre de service notifié au titulaire.

Dans le cas contraire, l'ordre de service devient sans suite et les articles suivants s'appliquent pour la rémunération de l'étude.

2. Fiche modificative sans incidence sur le délai global d'exécution du marché

- i. *Modification de programme engendrant des travaux en plus-value ou en moins-value mais ne nécessitant pas la réalisation d'études supplémentaires, à l'exception de la mise à jour du DOE:*

Aucune rémunération ne sera versée.

ii. *Fiche modificative engendrant des travaux en plus-value ou en moins-value et nécessitant la réalisation d'études supplémentaires:*

La rémunération des études sera appréciée au regard des missions confiées au maître d'œuvre pour la réalisation des travaux engendrés par la fiche modificative et selon les taux fixés par le marché.

iii. *Fiche modificative engendrant des travaux en plus-value ou en moins –value et entraînant une simplification des études*

Si cette modification entraîne une simplification des études ou du suivi des travaux, le forfait de la maîtrise d'œuvre sera diminué. Par analogie avec la rémunération en cas d'études supplémentaires, cette moins – value sera calculée au regard des missions simplifiées et selon les taux fixés au marché.

3. Fiche modificative ayant une incidence sur le délai global d'exécution du marché :

Les coûts suivants s'ajouteront en cas d'incidence sur le délai global d'exécution du marché en sus des coûts définis dans le paragraphe précédent, et à l'exclusion de tout autre poste de coût :

- Les honoraires concernant la mission M6 (DET), calculés au prorata temporis
- Le coût des installations de chantier tel que déterminé dans le lot 00 de la DPGF du marché subséquent, calculé au prorata temporis
- Les frais d'encadrement sur justificatif

En particulier, la perte d'industrie (ou sous-couverture de frais généraux) ne fera l'objet d'aucune rémunération de la maîtrise d'ouvrage en cas de prolongation du délai global d'exécution du marché du fait de travaux modificatifs.

6.2 Modifications résultant d'une demande du maître de l'ouvrage

Sauf accord explicite du maître d'ouvrage pour un délai de réponse différent, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage et à son représentant une proposition de prix, dans un délai de quatorze (14) jours calendaires à compter de la réception de la demande de modification formalisée par une fiche modificative émise par le maître d'ouvrage ou son représentant. Cette proposition de prix est nécessairement accompagnée de tous les éléments justificatifs (plans, notice technique explicative, incidence sur le coût global de l'ouvrage, ...), ainsi que, le cas échéant, l'incidence sur le délai global du marché.

La proposition de prix du titulaire doit également être assortie des décompositions ou sous-détails correspondant, pour permettre de déterminer la rémunération des ouvrages non prévus.

A défaut de réponse dans ce délai de quatorze (14) jours calendaires (ou dans le délai différent explicitement accordé par le maître d'ouvrage), il sera fait application des pénalités prévues à l'article 4.3.7 du présent CCAP.

6.3 Modifications résultant d'une proposition du titulaire

A l'initiative du titulaire, toute proposition de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles est adressée au maître de l'ouvrage accompagnée :

- d'une notice explicative des motifs qui conduisent à cette proposition ;

- de l'estimation détaillée de l'incidence financière (en plus-value ou en moins-value) de cette modification ;
- d'une note présentant l'impact éventuel de ce choix sur les délais.

A réception, le maître de l'ouvrage analysera les conséquences de cette proposition et sa conformité au marché.

A compter de cette date de transmission, le maître de l'ouvrage ou son représentant fait part de sa décision dans un délai de quatorze (14) jours calendaires, par ordre de service dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Passé ce délai, la proposition est considérée comme refusée.

6.4 Notification par ordre de service

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de notifier au titulaire un ordre de service pour la réalisation de prestations modificatives ou supplémentaires, que la modification ait fait l'objet d'un accord financier ou non.

Dans ce cas, et conformément à l'article 13.4 du CCAG-Travaux, un prix provisoire sera établi par ses soins et notifié soit par l'ordre de service prescrivant la modification, soit dans un second ordre de service dans un délai maximal de 14 jours calendaires.

A l'issue de la notification de chaque ordre de service, une fiche modificative définitive est établie par le maître de l'ouvrage.

6.5 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux et plus particulièrement à son commentaire, le titulaire est réputé avoir accepté les prix fixés par l'ordre de service prévu aux articles 13.1 et 13.4 dudit CCAG Travaux, si, dans le délai de trente (30) jours calendaires suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au représentant du pouvoir adjudicateur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant.

Article 7. Suivi des études de conception en phase 2

7.1 Généralités

Pour chacune des missions M2 (ADM) à M4 (PRO), le titulaire propose au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 14 jours calendaires à compter du démarrage de la mission, la liste des pièces qu'il compte remettre dans le cadre de cette mission. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander des éléments complémentaires aux pièces décrites dans l'annexe 1 bis - Définition des prestations relatives à l'exécution de la phase 2 du présent CCAP, qui représentent le rendu **minimum** attendu.

Il pourra en particulier être demandé au groupement de prévoir toute pièce complémentaire nécessaire à la tenue des réunions thématiques associant l'administration pénitentiaire.

A l'achèvement de chacune des phases « APD (mission M3) » et « PRO (mission M4) », le titulaire adresse, dans les délais définis à l'article 4.1 du présent CCAP et à l'article 7 de l'acte d'engagement, l'entièreté des documents, respectivement et simultanément :

- en 1 exemplaire au contrôleur technique
- en 1 exemplaire au coordonnateur SPS

- en 4 exemplaires dont 1 reproductible au maître de l'ouvrage et/ou à son représentant : le maître d'ouvrage précisera dans le détail la liste des pièces à inclure dans chacun de ces exemplaires, ainsi que l'adresse de livraison, qui pourra être différente pour chacun des exemplaires.

Pendant le délai imparti pour la validation de ces documents, le maître de l'ouvrage pourra être amené à consulter des tiers (utilisateurs par exemple) et pourra demander au titulaire d'assister à des réunions spécifiques.

Toutes les pièces produites durant ces phases devront être contresignées par le maître d'œuvre.

7.2 Note de synthèse sur les évolutions du projet

Cette note doit permettre de tracer toutes les évolutions significatives du projet du point de vue architectural (y compris matériaux, détails de finition, éléments de signalétique, éléments d'aménagement des espaces intérieurs, etc...), paysager, fonctionnel, technique, de sûreté, ..., par rapport à la phase précédente.

Ce document est produit par le titulaire du marché systématiquement à chaque phase du projet de la manière suivante :

- Mission M3 : Phase APD → documentation des évolutions depuis la phase consultation marché subséquent et par rapport au document final synthétisé contractualisé à l'issue de la phase R&D,
- Mission M4 : Phase PRO → documentation des évolutions depuis phase APD

Chaque évolution sera identifiée, décrite et justifiée (inconvenients de la solution précédente/avantages de la solution adoptée). Il sera précisé également s'il s'agit d'une évolution suite à une remarque de la maîtrise d'ouvrage ou à une demande explicite de celle-ci ou bien s'il s'agit d'une orientation proposée par le titulaire dans le cadre du développement des études du projet.

Les évolutions les plus significatives (notamment celles architecturales, fonctionnelles et paysagères) seront illustrées par des éléments graphiques et d'information adaptés (extraits et focus de plans et coupes, détails, éventuellement images, fiches informatives, etc.) permettant de les visualiser et d'en comprendre les impacts sur le projet, et seront repérées sur un plan général.

Cette note de synthèse sera accompagnée à chaque phase d'un tableau des écarts récapitulant l'ensemble des écarts du projet aux pièces contractuelles, dont le programme technique et fonctionnel.

Cette note ne remplace en aucun cas le processus de validation par fiches modificatives indiqué à l'Article 6 du présent CCAP.

7.3 Approbation des études de conception en phase 2

Les prestations qui font l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations qui y sont prévues.

Le titulaire est réputé avoir rempli ses obligations s'il a déployé l'effort nécessaire pour obtenir le meilleur résultat possible, en exploitant ses connaissances et son expérience, compte tenu de l'état le plus récent des règles de l'art, de la science et de la technique.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de l'acceptation d'un document d'études par le maître d'ouvrage pour justifier d'une performance inférieure à celle prescrite au marché (dont le programme actualisé lors de la phase n°1), sauf si celle-ci résulte d'une modification explicite expressément acceptée par le maître d'ouvrage après validation par fiches modificatives selon le processus décrit à l'Article 6 du présent CCAP.

7.3.1 Décisions

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission, le cas échéant avec réserves, l'ajournement, l'admission avec réfaction ou le rejet des prestations.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour prononcer sa décision à l'issue de la remise des livrables prévus pour chacune des missions. Ce délai sera suspendu en cas de livrable manquant ou incomplet et ce jusqu'à la remise des compléments attendus.

7.3.2 Admission des prestations

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché. La date de prise d'effet de la validation est précisée dans la décision de validation ; à défaut, c'est la date de notification de cette décision.

L'admission d'une phase d'étude n'emporte pas automatiquement le démarrage de la phase d'étude suivante. Conformément à l'article 4.1, le démarrage de la phase d'étude suivante se fait à la notification d'un ordre de service spécifique. Le délai maximal entre l'admission d'une phase et la notification par le pouvoir adjudicateur de l'ordre de service notifiant le démarrage de la phase d'étude suivante ne pourra excéder 3 mois, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnisation ou rémunération de ce fait. Dans ce cas, le délai global d'exécution du marché subséquent sera prolongé du délai entre l'admission de la phase et la notification de l'ordre de service précité.

Lorsque l'admission est prononcée avec réserves, le pouvoir adjudicateur précise le délai imparti au titulaire pour y remédier. A défaut, le délai est de 14 jours calendaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prolonger le délai d'exécution de la mission M4-PRO, si les demandes d'autorisations administratives élaborées dans le cadre de la mission M2-ADM sont en cours d'instruction ou font l'objet, d'une demande de complément, d'un avis favorable avec réserves ou d'un avis défavorable. Dans l'hypothèse où l'ensemble des autorisations administratives ne sont pas obtenues lors de la transmission du PRO, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de valider cette mission sous réserve de la validation de l'ensemble des autorisations administratives. La décision d'admission « sous réserve de » permet au pouvoir adjudicateur de notifier l'ordre de service valant démarrage de la M7-TRAVAUX mais ne fait pas courir le délai d'un an entre la décision d'admission de la mission et l'Ordre de service de la M7. En effet, une fois les compléments apportés et à l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission, le cas échéant avec réserves, l'ajournement, l'admission avec réfaction ou le rejet des prestations.

7.3.3 Ajournement des prestations

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il prononce l'ajournement qui est motivé et assorti d'un délai pour parfaire les prestations.

Le titulaire dispose d'un délai de quatorze jours calendaires pour présenter ses observations.

En cas de refus ou de silence du titulaire à l'expiration du délai de quatorze jours calendaires prévu à l'alinéa précédent ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations dans le délai imparti à cet effet par la décision d'ajournement, le pouvoir adjudicateur prononce soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations.

Après ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision, du délai d'acceptation précisé à l'article 7 de l'acte d'engagement à compter de la nouvelle présentation par le titulaire.

Le délai de quatorze jours calendaires ouvert au titulaire pour présenter ses observations, le délai qui lui est nécessaire pour représenter les prestations après ajournement, ainsi que le délai d'acceptation de ces prestations par le pouvoir adjudicateur, ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

7.3.4 Admission avec réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les recevoir avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quatorze jours calendaires pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la personne responsable du marché. Si le titulaire formule des observations, la personne responsable du marché dispose ensuite de quatorze jours calendaires pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

7.3.5 Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations appellent les réserves telles qu'il ne lui apparaît possible d'en prononcer ni l'ajournement ni l'admission avec réfaction, il notifie une décision motivée de rejet.

Le titulaire dispose de quatorze jours calendaires pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, celui-ci dispose ensuite de quatorze jours calendaires pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

En cas de rejet, le titulaire est tenu de rembourser les acomptes déjà perçus. Par ailleurs, cette décision donne suite, à la discrétion du pouvoir adjudicateur, soit à une décision de résiliation du marché subséquent pour faute du titulaire, dans les conditions de l'article 14 du présent CCAP-Chapitre 3, soit à une demande dudit pouvoir de reprendre l'intégralité des prestations rejetées. Il est précisé qu'en cas de résiliation, les échanges décrits dans les deux premiers alinéas du présent article valent mise en demeure préalable du titulaire.

Article 8. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

8.1 Provenance des matériaux et produits

Les études de détails et les descriptifs fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction qui n'est pas déjà fixée par les pièces constitutives du marché.

8.2 Caractéristiques – Qualités – Vérifications des matériaux et produits

8.2.1 Caractéristiques

Toutes spécifications techniques ne respectant pas les clauses du marché (dont le programme) devront être soumises, par le titulaire, à l'accord préalable du maître de l'ouvrage ou de son représentant, selon la procédure définie à l'Article 6 du présent CCAP-Chapitre 3.

8.2.2 Qualités – Vérifications des matériaux et produits

Les études de détail et les descriptifs précisent quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes. Ces études préciseront et définiront les points critiques et les points d'arrêt dans le cadre du schéma de contrôle de la qualité établi par le maître d'œuvre.

Article 9. Implantation des ouvrages

9.1 Plan général d'implantation

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-Travaux, le plan général d'implantation est établi par le titulaire du marché et soumis au visa du maître de l'ouvrage ou de son représentant.

9.2 Piquetage général

Le titulaire du marché est tenu de faire exécuter le piquetage général des ouvrages, conformément au plan général d'implantation sous sa responsabilité et à ses frais.

9.3 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le titulaire du marché est tenu de faire exécuter, sous sa responsabilité et à ses frais, le piquetage spécial de ces ouvrages, en même temps que le piquetage général et conformément au plan général d'implantation.

Article 10. Préparation et coordination des travaux

10.1 Période de préparation

Cette période est incluse dans le délai de réalisation défini au marché subséquent. Cette période démarrera suite à un **ordre de service spécifique**, dans les conditions prévues à l'article 4.1 ci avant.

Au cours de cette période, il est procédé aux opérations ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- **Par les soins du maître de l'ouvrage ou de son représentant :**
 - libération des accès,
 - détermination des zones interdites aux entreprises.
- **Par les soins du titulaire :**
 - Libération des emprises ;
 - Constat contradictoire de l'état de la voie d'accès publique et/ou relevant de l'établissement pénitentiaire ou des locaux mis à disposition,
 - Le calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux conformément à l'article 4.1.2 du présent CCAP-Chapitre 3,
 - Proposition de la liste et des délais prévisionnels de remise associés, ainsi que du mode de diffusion des documents établis par l'ensemble des intervenants durant la phase EXE pour validation du maître de l'ouvrage, dans les quatorze jours calendaires suivant la notification

de l'ordre de service de démarrage de la préparation conformément aux dispositions de l'Article 11 du présent CCAP-Chapitre 3,

- Mise au point du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ainsi que l'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) cités respectivement aux articles 12.3.3 et 12.3.4 du présent CCAP-Chapitre 3 et remise au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé. **Il est expressément signalé que le visa du coordonnateur SPS sur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé est impératif pour pouvoir démarrer les travaux.**
- Élaboration, soumise à l'accord du coordonnateur SPS et présentation au maître de l'ouvrage ou à son représentant aux fins de visa, du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- Mise en œuvre sur site des installations de chantier conformément au projet ayant reçu le visa du CSPS,
- Exécution, soumise à l'accord du coordonnateur SPS, des voies et réseaux divers prévus à l'article R4533-1 du code du Travail,
- Réalisation des panneaux de chantier (panneaux réglementaires et deux panneaux de communication du Ministère) suivant le modèle défini par le maître de l'ouvrage,
- Établissement et mise en œuvre du schéma de signalisation du chantier, après avoir pris l'attache des services compétents. Ce schéma sera intégré au PPSPS ci-dessus,
- Etablissement de la clôture de limite de propriété définie au programme technique, qui servira de clôture de chantier,
- Informer le maître d'ouvrage, 14 jours calendaires à l'avance, des demandes d'accès au site,
- Proposition de trame de rapport mensuel dans les 14 jours calendaires suivant la notification de l'ordre de service de démarrage de la préparation,
- Mise en place de l'outil interactif unique regroupant le suivi VISA, les jalons du SCQ et les OPR ;
- Elaborer un rapport hebdomadaire de localisation des travaux.

NOTA : il est précisé que cette liste des prestations à exécuter pendant la période de préparation n'est pas limitative et que le titulaire ne pourra se prévaloir d'une omission dans cette énumération.

Un second ordre de service prescrivant le démarrage des travaux est ensuite transmis dans les conditions définies à l'article 4.1 du présent CCAP.

10.2 Mission OPC

En plus des obligations décrites au CCAP-Chapitre 1, la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) doit être assurée par le titulaire de manière à garantir le délai contractuel.

Conformément à l'arrêté du 21 décembre 1993, l'objet général de la mission, applicable au marché de conception, construction et aménagement, est le suivant :

- pour l'ordonnancement et la planification, d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités ;
- pour la coordination, d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux ;

- pour le pilotage, de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

A ce titre, le titulaire devra notamment :

10.2.1 En cours de travaux

- Confirmer les dates de début et de fin de tâche et contrôler le respect des moyens prévus,
- Contrôler hebdomadairement le calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux (pour les études d'exécution et de synthèse ainsi que pour la construction), recenser les écarts constatés par rapport aux prévisions et repérer l'origine de ces écarts, en proposant les mesures correctives qui s'imposent. A cet effet, il devra notamment tenir un registre journal de l'exécution des tâches décrites dans le calendrier détaillé d'exécution et établir un rapport hebdomadaire d'exécution,
- Recenser hebdomadairement les effectifs sur site,
- Elaborer un rapport hebdomadaire de localisation des travaux à 2 semaines,
- Elaborer un rapport mensuel synthétique faisant apparaître le bilan provisoire, l'analyse de l'évolution prévisible du chantier et, si nécessaire, des propositions de solutions. Le cas échéant, ce rapport est complété d'un état motivé des retards constatés sur le chantier,
- Elaborer mensuellement le calendrier prévisionnel d'intervention des sous-traitants et l'échéancier des paiements.
- Participer à l'organisation des opérations préalables à la réception des travaux, sous la direction du maître d'œuvre, et organiser les interventions nécessaires dans le but d'éviter les observations qui seraient de nature à faire refuser la réception.
- Assurer la ventilation, à chaque sous-traitant, des observations faites à l'occasion du suivi des travaux (pour les études d'exécution et de synthèse ainsi que pour la construction), organiser et planifier les travaux de reprise correspondants.

10.2.2 En amont de la réception

- Planifier avec les sous-traitants, les opérations d'essai et de contrôle,
- Organiser matériellement les visites préalables,
- Recenser les travaux non terminés,
- Assurer la ventilation, à chaque sous-traitant, des observations faites à l'occasion des opérations préalables à la réception des travaux, organiser et planifier les travaux de reprise correspondants,
- Planifier les remises de plan et document conformes à l'exécution,

10.2.3 Après réception

- Planifier les travaux nécessaires à la levée des réserves,
- Le cas échéant, assurer la remise des plans et documents conformes à l'exécution,
- Organiser les visites de contrôle du maître de l'ouvrage, du contrôleur technique et des diverses commissions le cas échéant.

Article 11. Vérification des documents d'exécution

11.1 Procédure de vérification

La mission du titulaire, et du maître d'œuvre est à réaliser conformément à l'article 29 du CCAG Travaux. En complément à l'article 29 du CCAG, il est précisé les éléments suivants :

Sur la base de la liste prévisionnelle des documents d'exécution présenté par le titulaire au maître d'ouvrage ou à son représentant en réunion de suivi de chantier conformément au 11.2 du présent CCAP-Chapitre 3, le maître d'ouvrage ou son représentant indiquera les documents d'exécution qui devront faire l'objet d'un avis de sa part (le maître d'ouvrage se réservant la possibilité de donner un avis sur l'ensemble de ces documents).

Pour les documents d'exécution soumis à avis du maître d'ouvrage, ceux-ci sont obligatoirement et préalablement transmis au maître d'œuvre pour VISA. Sur la base du document ainsi validé, le maître d'ouvrage ou son représentant donnera son avis quant à leur conformité avec les pièces constitutives du marché, y compris programme et pièces écrites, mémoire de présentation, projet de CCTP, plans, documents graphiques remis par le titulaire au cours des phases successives d'étude.

Le maître d'ouvrage ou son représentant dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour donner son avis sur les documents produits. Pour ces documents, **aucune exécution de travaux ne peut être engagée avant que le maître d'ouvrage ou son représentant n'ait donné son avis sur les documents d'exécution correspondants ou, à défaut d'avis, avant l'expiration de ce délai de 15 jours calendaires.**

Dans tous les cas, que le document d'exécution ait fait l'objet d'un avis du maître d'ouvrage ou non, il sera fait application des modalités de l'article 1.4 du présent CCAP-Chapitre 3 relatif au niveau des prestations, et les avis du maître de l'ouvrage et de son représentant n'ont ni pour objet ni pour effet de réduire la responsabilité du titulaire dans l'exécution des prestations, objet du marché.

Par ailleurs, les documents d'exécution seront également soumis à l'avis du contrôleur technique et du CSPS désignés par le maître d'ouvrage, qui disposeront d'un délai de 15 jours calendaires pour se prononcer.

Enfin, en cas d'observations émises par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le contrôleur technique ou le CSPS, le titulaire réalise à ses frais les études complémentaires nécessaires à la levée de ces observations et soumet les documents complétés ou modifiés à l'avis du maître de l'ouvrage ou de son représentant, suivant la même procédure que ci-dessus, sans pour autant pouvoir prétendre à une augmentation du délai d'exécution de chaque phase et du délai global d'exécution de ses prestations définis à l'article 7 de l'acte d'engagement.

11.2 Modalités de suivi des avis

Lors de chaque réunion hebdomadaire, le groupement présentera au maître d'ouvrage ou à son représentant la liste des plans, notes de calcul, descriptifs ou fiche produit qui devront faire l'objet d'un visa (maître d'œuvre, contrôleur technique, coordonnateur SSI, coordonnateur SPS...) dans les 2 semaines à venir.

Le titulaire devra établir et transmettre au maître de l'ouvrage ou à son représentant chaque semaine un récapitulatif des documents (descriptifs, plans d'exécution, note de calcul, etc.) bon pour exécution avec indication du numéro du document et de son indice, des dates des visas du maître d'œuvre, du contrôleur technique et du CSPS, ainsi que des avis du maître de l'ouvrage et de son représentant.

Article 12. Le suivi d'exécution

L'Article 12 est relatif à des prestations incluses dans la mission M7-TRAVAUX du présent marché.

12.1 Généralités

Les représentants du maître de l'ouvrage, dûment mandatés, peuvent accéder à tout moment au chantier. Ils se conforment aux règles de prudence et de sécurité en vigueur sur le site, et peuvent se faire communiquer toute information relative aux travaux.

Conformément à l'article 31.4 du CCAG Travaux, le titulaire a la charge du gardiennage et de la sécurité sur le chantier. Suivant le contexte local, et la sensibilité de certaines phases de chantier, le maître d'ouvrage pourra imposer un gardiennage physique les soirs et week-end.

Le titulaire doit mettre en place un contrôle d'identité systématique à l'entrée du chantier, avec remise d'un badge nominatif indiquant le nom de l'entreprise ou du sous-traitant. Ces modalités de contrôle doivent être en place avant la fin de la période de préparation de chantier visée à l'article 10.1 du présent CCAP.

Le titulaire demande l'autorisation explicite du maître de l'ouvrage préalablement à l'organisation de toute réunion de chantier ou visite de chantier associant des personnes autres que celles du groupement ou de ses prestataires.

En outre, le titulaire, qui est tenu de mettre en place un système d'alerte performant, informe immédiatement le maître de l'ouvrage de tout événement (incident, accident, etc.) dont la diffusion au public peut avoir une incidence sur la communication du ministre de la Justice.

Le maître de l'ouvrage peut, à la suite des réunions sur chantier ou des visites effectuées par ses représentants, communiquer au titulaire ses observations quant au déroulement du chantier et à la qualité d'exécution des travaux. Le titulaire doit alors indiquer au maître de l'ouvrage la suite qu'il entend donner aux observations faites.

Le maître de l'ouvrage organise, au moins une fois par mois, des réunions de suivi du chantier avec le Titulaire.

Le titulaire rédige un rapport mensuel de l'avancement des travaux qu'il adresse au maître de l'ouvrage et qui comprend notamment un reportage photographique du chantier, un point sur d'éventuels écarts avec le calendrier prévisionnel et les éventuelles mesures de rattrapage, un point d'avancement de la mise en œuvre du schéma contrôle qualité, les rapports de visite du maître d'œuvre relatifs à la qualité d'exécution, les événements significatifs (accidents, visites, etc.), la liste des prestataires auquel le titulaire fait appel. Il contiendra également la liste des remarques de chantier visée à l'article 13.9 du présent CCAP.

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le titulaire est tenu d'indiquer au maître de l'ouvrage les éventuels écarts de l'ouvrage avec les exigences du programme.

Si le risque n'est pas susceptible de constituer à terme une réserve pouvant motiver un refus de réception par le maître d'ouvrage, sous réserve des évolutions constatées dans la poursuite de l'exécution des travaux et lors des opérations préalables à la réception, le maître d'ouvrage pourra éventuellement renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur le prix.

Le montant de cette réfaction sera équivalent à tout ou partie des frais que le maître d'ouvrage aurait à engager après réception pour mettre en conformité l'ouvrage avec les exigences de qualité requise par les règles de l'art et les clauses techniques particulières. En tout état de cause, les dispositions du présent article ne portent pas préjudice à l'application des articles relatifs à la réception et aux garanties du CCAG et du présent CCAP, notamment pour des éléments n'ayant pas préalablement fait l'objet des présentes mesures d'alerte.

12.2 Echantillons

12.2.1 Echantillons

Le titulaire doit présenter des échantillons des équipements, matériaux, revêtements, et fournitures de l'ouvrage concourant à l'aspect final, aux ambiances, au confort d'utilisation des locaux, et à la sûreté, ou dont la qualité d'usage par les utilisateurs doit pouvoir être vérifiée par le maître d'ouvrage.

Ils doivent être proposés à l'examen dans un délai minimum de 3 mois avant toute commande.

La présentation d'échantillons concerne à minima les éléments suivants :

- un échantillon de quelques matériaux significatifs dont la liste est à définir par la maîtrise d'œuvre et validée par le maître d'ouvrage ;
- un échantillon des revêtements des principales zones des quartiers d'hébergements (cellules, circulation, ...), avec mise en relation des sols, murs, plafonds et menuiseries intérieures ;
- un modèle de tous les équipements concourant à l'aspect et à la qualité des espaces (portes, quincaillerie, luminaires, appareillages électriques, grilles de ventilation, stores, etc.) et ce pour toutes les unités fonctionnelles ;
- un modèle de chacun des éléments support de signalétique (cf article 5.9 de l'annexe 01 du présent CCAP) ;
- un échantillon des différents revêtements de sol extérieurs et des mobiliers et équipements extérieurs.
- Equipements participant à la sûreté (caméra, interphone, ...)

12.3 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

12.3.1 Salle de réunion - salle échantillons – bureau de passage

Une salle de réunion de chantier (35 m²) permettant d'accueillir une vingtaine de personnes doit être mise à disposition du maître de l'ouvrage pour tenir les différents rendez-vous. Ce local est climatisé, éclairé et entretenu. Il doit être équipé de tables et de chaises, de panneaux latéraux permettant d'afficher les plans et les calendriers détaillés, d'armoires fermant à clef afin d'y entreposer le dossier marché et le registre journal de coordination du coordonnateur SPS, de casques et de bottes de chantier pour les personnes assistant aux réunions (maître de l'ouvrage et ses représentants, contrôleur technique, etc.), et d'un accès internet sans fil.

Un local de 15 m² doit être prévu pour exposer les différents échantillons de composant ou mobilier.

Un bureau de passage pour la maîtrise d'ouvrage ou ses représentants doit être installé. Ce bureau doit être équipé de deux bureaux, de quatre chaises, d'une armoire fermant à clefs et d'un accès téléphonie-internet.

Des locaux modulaires sont mis à disposition de l'équipe projet pour les X [à définir avec la maîtrise d'ouvrage en phase 1 du partenariat d'innovation] personnes dont les arrivées sont prévues en amont de l'ouverture (à partir de X mois avant la date de fin des travaux).

Ces modulaires doivent disposer, a minima, des équipements suivants :

- un bureau pour le chef de projet avec une table de réunion ;
- un bureau de type « open space » pour les autres membres de l'équipe projet ;
- des prises électriques ;
- le raccordement au réseau informatique ;
- la connexion Internet ;

- la connexion imprimante ;
- une ligne de téléphone fixe pour le secrétariat ;
- une armoire sécurisée pour les documents sensibles (à intégrer au bureau du chef de projet) ;
- des sanitaires dédiés et distincts de ceux du chantier ;
- Fontaine **d'eau potable fraîche** (en quantité suffisante, tel que décrit dans la réglementation en période de chaleur intense) ;
- un lieu de stockage pour casques, bottes et tenues de chantier.

Par ailleurs, l'équipe projet et les partenaires de l'administration pénitentiaire (santé, enseignement, gestionnaire délégué, etc.) ont besoin d'un accès régulier sur le site pour mener à bien les missions qui leurs sont dévolues :

- a) élaboration des trousseaux de clés ;
- b) recensement des besoins en équipements et matériels informatiques ;
- c) élaboration du POI et du PPI ;
- d) élaboration des procédures d'extractions judiciaires et médicales, de gestion des accès, de ronde ;
- e) organisation des mouvements ;
- f) organisation et fonctionnement du greffe ;
- g) etc.

Le titulaire doit ainsi permettre un accès régulier au chantier aux membres de l'équipe projet avec une fréquence évaluée à une visite hebdomadaire entre la prise de fonction du chef de projet et la date de réception du centre pénitentiaire. La fréquence de ces visites sera faible dans un premier temps mais doit augmenter avec l'approche de la réception.

Ces visites n'ont pas vocation à suivre l'avancée du chantier ou à prendre des décisions sur celui-ci.

12.3.2 Locaux du personnel

Le projet des installations de chantier indique notamment la situation des locaux du personnel et leur accès, à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier devront toujours être adaptées aux effectifs accueillis.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et qualité à celles des règlements et des conventions en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

12.3.3 Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions des articles L4532-8, et R4532-42 à R4532-51 du code du travail et, à ce titre, est soumis à l'obligation d'établissement d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Le PGCSPS, qui sera établi lors de l'élaboration des prestations de conception, fera partie des pièces particulières du présent marché.

Le titulaire et chacune des entreprises intervenant sur le chantier doivent transmettre au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé l'ensemble des renseignements

nécessaires à la mise à jour du PGCSPS défini aux articles R4532-42 à R4532-51 du Code du travail. Cette obligation est étendue aux sous-traitants.

Les compléments ou modifications ultérieurs apportés à ce PGCSPS seront portés à la connaissance des contractants.

Le PGCSPS doit intégrer l'ensemble des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé au fur et à mesure de leur élaboration.

Le PGCSPS intégrera, en outre, les mesures prévues en cas de période de chaleur intense (seuils de vigilance jaune à rouge selon Météo France), en appliquant la réglementation en vigueur, et notamment le décret du 27 mai 2025 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur.

12.3.4 Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions des articles L4532-9, L4532-18 et R4532-57 à R4532-74 du Code du travail et, à ce titre est soumis à l'obligation d'établissement et de respect des prescriptions des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), telles que les définissent les articles R4532-56 à R4532-76 du Code du travail.

Chacune des entreprises amenées à intervenir sur le chantier (titulaires et sous-traitants), devra soumettre au visa du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné à l'article 1.4.4 du présent CCAP, le plan particulier de sécurité et de protection de la santé correspondant à son intervention, dans un délai de 20 jours calendaires à compter de l'ordre de service prescrivant au titulaire d'entreprendre les travaux de construction.

Ce délai est ramené à huit jours pour les sous-traitants incorporés au cours du chantier.

12.3.5 Pouvoirs du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé

Pour l'application de la réglementation du travail, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, de par les textes réglementaires, le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, aura directement autorité sur les entreprises et les travailleurs indépendants.

Pour autant, son intervention ne dispense :

- ni la maîtrise d'ouvrage ou son représentant de formuler et d'appliquer les prescriptions qu'elle pourrait être amenée à imposer sous sa propre responsabilité, aux entreprises concernées,
- ni le titulaire de prendre ses propres mesures en la matière pour faire respecter l'ensemble des conditions d'hygiène et de sécurité applicables par les personnels concernés.

Chacune des observations et des injonctions du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, sera consignée dans le registre journal de la coordination tenu à disposition des entreprises et sera immédiatement communiquée au maître de l'ouvrage ou son représentant et au collège inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) pour leur information et, s'il y a lieu, pour suite à donner dans leurs domaines de compétences respectifs.

Pour toute préconisation touchant à la définition architecturale et technique de l'opération, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé devra soumettre la mesure qu'il propose à la décision du maître de l'ouvrage ou son représentant, qui aura seul pouvoir de la faire exécuter par ordre de service.

12.3.6 Information du maître de l'ouvrage

Le titulaire a l'obligation d'informer immédiatement dans un délai maximum de douze (12) heures le maître de l'ouvrage de tout incident ou de tout accident survenu sur le chantier.

Le titulaire indiquera dans chaque rapport mensuel le récapitulatif des éventuels incidents depuis le début du chantier.

12.4 Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

Il sera fait application des dispositions de la réglementation du travail en vigueur.

12.5 Mesures liées au volet insertion

Dans un souci de promotion de l'emploi et de la lutte contre l'exclusion, il a été décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

12.5.1 Obligations du titulaire

Le titulaire du marché s'engage à mener une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières et dont l'éligibilité a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Les personnes concernées par cette action seront des demandeurs d'emploi de longue durée, des bénéficiaires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, des allocataires des minima sociaux, des travailleurs handicapés reconnus par la maison du handicap, des jeunes ayant un faible niveau de formation ou n'ayant jamais travaillé, les personnes relevant d'un dispositif d'insertion par l'activité économique, les publics seniors.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, de la Mission Locale ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Le titulaire s'engage, à réaliser un nombre minimum d'heures de travail en insertion calculé sur la base de 650 heures d'insertion par fraction de million d'euros HT du marché subséquent.

Les aspects pratiques de l'engagement d'insertion sont détaillés à l'annexe 02 du présent CCAP.

Le titulaire conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées, de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur « Insertion », dont l'identité sera communiquée à l'organisme choisi par le maître d'ouvrage dès la notification du marché subséquent. A l'issue des travaux, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

12.5.2 Organisme facilitateur

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, un dispositif d'accompagnement sera mis en place et pourra être sollicité en prenant l'attache de l'organisme gérant le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi. Les coordonnées de l'organisme seront communiquées au Titulaire à la notification du marché subséquent.

Dès la notification du marché subséquent, le titulaire doit proposer au facilitateur concerné une réunion visant à envisager les modalités de mise en œuvre de la clause.

Tous les mois, à compter de la date de commencement d'exécution du marché subséquent, le titulaire devra rencontrer l'organisme facilitateur pour faire le point sur l'exécution de ses engagements en matière d'insertion. Si le licenciement d'une personne embauchée au titre de l'insertion intervient avant la fin du contrat prévu, l'entreprise doit tout mettre en œuvre pour procéder à son

remplacement dans les conditions initiales. L'organisme choisi par le maître d'ouvrage informera le donneur d'ordre du respect ou non de ses engagements par le titulaire.

12.6 Mesures liées au volet environnemental

Dans l'hypothèse où un site, et par conséquent un marché subséquent, est concerné par une étude d'impact, le titulaire doit mettre en œuvre et prendre à sa charge les mesures d'évitement, de réduction et de compensation listées dans l'étude d'impact initiale le cas échéant remise dans le dossier de site. Il doit également mettre en œuvre et prendre à sa charge les prescriptions fixées par les services instructeurs dans le cadre des demandes d'autorisations administratives relevant de la mission M2 - ADM – Demandes d'autorisations administratives.

Le titulaire doit rendre compte de la bonne mise en œuvre de ces mesures en transmettant trimestriellement un rapport (avec illustrations) à la maîtrise d'ouvrage. Ce rapport trimestriel est annexé au rapport mensuel de l'avancement des travaux tel que décrit à l'article 13.1.

A la fin des travaux, le titulaire transmet un rapport final faisant le bilan de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures environnementales à sa charge.

Article 13. Contrôle et réception des travaux

La réception sera prévue selon les dispositions de l'article 41 du CCAG travaux, en prenant en compte les dérogations et compléments précisés dans le présent article.

Le titulaire prévoit l'encadrement, la main-d'œuvre et tous les matériels nécessaires aux essais. Il produit au préalable tous les documents techniques nécessaires au bon déroulement des opérations. Il veille à ce que l'environnement des ouvrages permette des essais fiables.

L'article 13.1 est relatif à la mission M5-VISA DET, les articles 13.2 à 13.4 et 13.9 sont relatifs à la mission M7-TRAVAUX, et les articles 14.2 et 14.8 sont relatifs aux missions M6-VISA DET et M7-TRAVAUX.

La mission M11 – QEB – Mission Qualité Environnementale des Bâtiments s'achève à la plus tardive de ces deux dates :

- A la levée de la dernière réserve
- A la fin de la GPA

13.1 Essais et contrôles des ouvrages sous la responsabilité du titulaire

Le titulaire doit apporter au maître de l'ouvrage ou à son représentant, par une attestation d'organisme de contrôle agréé, la preuve qu'il a réalisé les essais et contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrage prévus par les fascicules concernés du CCTG-Travaux et fournir les résultats obtenus comportant le visa d'organisme de contrôle agréé. Il doit également fournir les études de détail et les descriptifs prévus à l'article 8.2.2 du présent CCAP.

En complément de l'article 24 du CCAG-Travaux, il sera procédé, sous la direction du contrôleur technique désigné par le maître de l'ouvrage, et avant réception, aux essais et vérifications figurant dans le document technique COPREC, approuvé par les assureurs (document n°1), ou équivalent émis par l'Agence Qualité Construction (AQC). Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux faisant l'objet du « document technique COPREC n°2 » ou équivalent émis par l'AQC. Sous la direction du contrôleur technique désigné par le maître de l'ouvrage, il sera également procédé à la vérification initiale des installations électriques conformément aux dispositions du règlement de sécurité et du code du travail.

L'ensemble des tests, essais ou vérifications fera l'objet d'un rapport rédigé par le titulaire et remis au maître de l'ouvrage ou à son représentant en vue d'une validation contradictoire du résultat obtenu.

Ce rapport devra comporter le protocole des essais, les fiches d'autocontrôle du groupement et précisera les performances contractuelles et les performances constatées. Il comportera également, le cas échéant, l'ensemble des plans, documents, note de calcul, documentations fournisseurs, notice d'exploitation et maintenance, certificat et rapport de mise en service etc.

13.2 Essais et contrôles des ouvrages à l'initiative du maître d'ouvrage

En concertation entre le titulaire et le maître de l'ouvrage ou son représentant, il sera procédé, avant réception, à des essais spécifiques relatifs à la sûreté pénitentiaire :

- Essais sûreté spécifique (administration pénitentiaire)
- Essais équipes d'intervention (ERIS)

La liste des tests, essais ou vérification présentée au programme OPR MOA (annexé au présent CCAP) ainsi qu'au programme technique n'est pas exhaustive des tests, essais ou vérifications dus par le titulaire. **Elle attire l'attention du titulaire sur le volet sûreté pénitentiaire** et ne le dispense pas des essais, tests et autocontrôle à mettre en œuvre préalablement aux opérations préalables à la réception afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs et des performances fixés au programme et définis tout au long des différentes phases d'études.

Il est par ailleurs précisé que des essais dynamiques seront à réaliser par le titulaire : tests d'utilisation simultanée de matériel (par exemple des tests d'utilisations simultanées des chasses d'eau ou douches), tests d'occupation simultanée des locaux, etc. La liste de ces tests sera proposée par le maître d'ouvrage ou son représentant et ces tests seront effectués dans le cadre des opérations décrites à l'article 13.3 Le titulaire prendra à sa charge la fourniture des moyens humains et matériels nécessaires à leur mise en œuvre.

13.3 Opérations préalables à la réception des travaux

Le présent article se substitue aux articles 41.1 et 41.2 du CCAG-Travaux.

Il est précisé que durant toute la période des opérations préalables à la réception (et ce jusqu'à la notification de la décision de réception), le titulaire assurera le gardiennage du bâtiment, et il prendra en charge l'ensemble des dépenses de fluides. La durée des OPR est imposée par le maître d'ouvrage à **3 mois** (Délai à ajuster en phase de R&D) à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des OPR.

13.3.1 Condition de démarrage des Opérations Préalables à la Réception (OPR)

Les opérations préalables à la réception (OPR) ne peuvent s'effectuer qu'après l'achèvement total des travaux, paramétrages et essais internes compris.

Le mandataire du groupement et le maître d'œuvre avisent le maître de l'ouvrage, par écrit, au plus tard deux mois avant la date d'achèvement prévisionnelle des travaux, de la date à laquelle ils estiment que les travaux seront achevés.

Ils transmettent alors un calendrier détaillé des OPR ainsi que le mode opératoire et la liste détaillée de ces opérations.

Afin d'anticiper au mieux la préparation des tests et autocontrôles des OPR, il est demandé au titulaire de soumettre pour avis au maître d'ouvrage au plus tard 6 mois (Délai à ajuster en phase de R&D) avant la date prévisionnelle d'achèvement des travaux une proposition de liste détaillée des tests envisagés par lot et corps d'état, et protocoles de tests associés. Ces éléments auront au préalable été visés par le maître d'œuvre.

Ce calendrier fait apparaître a minima les éléments suivants :

- Le planning détaillé de la fin des travaux ;

- La date prévisionnelle d'achèvement des travaux, incluant tous les essais et contrôles définis à l'article 13.1 ci-dessus ;
- La date prévisionnelle de démarrage des OPR, tenant compte des différentes échéances précisées à l'article 13.3.2 ;
- Les dates des contrôles de chacun des corps d'état réalisés par le maître d'œuvre ;
- Les dates des essais des équipements techniques conduits par le maître d'œuvre, avec la présence éventuelle de la maîtrise d'ouvrage ou de son représentant.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de rejeter la proposition du groupement. Dans ce cas, le titulaire devra effectuer une nouvelle proposition de calendrier détaillé des OPR ainsi que du mode opératoire avec liste détaillée de ces opérations. Celle-ci devra être validée par le maître de l'ouvrage dans les mêmes conditions qu'à l'alinéa précédent.

Le maître de l'ouvrage notifie au mandataire du groupement et au maître d'œuvre la date à laquelle doivent commencer les opérations préalables à la réception. Ces OPR doivent se faire dans un délai de 3 mois (Délai à ajuster en phase de R&D), en dérogation à l'article 41.1 du CCAG. Leur durée n'est pas comprise dans le délai de réalisation des travaux.

13.3.2 Déroulement des opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception sont menées sous la responsabilité du maître d'œuvre et du mandataire. Le maître de l'ouvrage ou son représentant se réservent la possibilité de participer à l'intégralité de ces opérations.

Elles comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés, y compris la bonne exécution des prestations d'aménagements (mobilier et signalétique) ;
- les épreuves, essais, tests et vérifications prévues par le présent CCAP,
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au présent CCAP ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons et de la conformité des prestations aux prescriptions des pièces du présent marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation de la qualité de finition, en cohérence avec le schéma de contrôle de la qualité ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- la vérification de la documentation exploitation-maintenance.

Ces opérations préalables à la réception font l'objet d'un procès-verbal (*basé sur un formulaire type EXE4*), impérativement co-signé par le maître d'œuvre et le mandataire.

Au vu du procès-verbal des OPR, le maître d'œuvre et le mandataire transmettent au maître d'ouvrage, un document (*basé sur un formulaire type EXE5*) indiquant s'il propose ou non la réception, et dans l'affirmative, les réserves dont il propose éventuellement d'assortir la réception. Dans ce cas, il annexe la liste consolidée, informatisée et numérotée des réserves à ce document, qui est co-signé par le maître d'œuvre et par le mandataire du groupement.

13.4 Décision de réception

Le présent article se substitue à l'article 41.3 du CCAG travaux.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, de la proposition de réception du maître d'œuvre, des réserves complémentaires éventuellement constatés par le maître d'ouvrage ou son représentant, du rapport final du contrôleur technique, des procès-verbaux des visites des commissions sécurité incendie et accessibilité des personnes handicapées, le maître de l'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée, ou si elle est prononcée avec réserves ou sous réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La réception prend donc effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date de transmission du procès-verbal.

Il est toutefois précisé que, dans ce cas, la période comprise entre la date provisoire d'achèvement des travaux définie à l'article 13.3 du présent CCAP-Chapitre 3 et la date de prise d'effet de la réception ne pourra pas faire l'objet de la pénalité de retard prévue à l'article 4.3.2 du CCAP-Chapitre 3. Dans le cas où le maître de l'ouvrage refuse la réception, l'exonération prévue à l'alinéa précédent ne s'applique pas.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur. Dans le cas où les travaux ne seraient pas exécutés dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire effectuer aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Par dérogation à l'article 41.7 du CCAG Travaux, les réserves non levées dans le délai prescrit ou les désordres apparus pendant la période de la garantie de parfait achèvement, pourront faire l'objet d'une proposition de refaction sur les prix à l'initiative du Pouvoir adjudicateur.

13.5 Obligations postérieures à l'achèvement des travaux

Les obligations décrites ci-dessous s'appliquent pour chaque phase du projet par marché subséquent.

13.5.1 Documents fournis dans le cadre de la fin de l'exécution

Ces documents sont remis dans les conditions (délais et contenu) définies à l'Article 15 de l'annexe 1bis du présent CCAP.

Si le dossier à remettre au moment de la réception des ouvrages présente des insuffisances constatées par le maître de l'ouvrage ou son représentant (documents inexistantes et/ou incomplets sur le fond et/ou la forme), celui-ci prononcera la réception avec réserve.

Conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux, et en cas de non-respect des clauses du marché quant à la remise de ce dossier au moment de la réception des ouvrages (insuffisances constatées par le maître de l'ouvrage sur le fond et/ou la forme), le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

13.5.2 Formation

Le titulaire a l'obligation d'assurer la parfaite formation des personnels pénitentiaires et des autres personnels intervenant dans l'utilisation, l'exploitation et la maintenance de l'établissement. Les formations doivent permettre aux futurs utilisateurs la prise en main de l'établissement et notamment de tous les équipements techniques et/ou de sûreté. Elles sont adaptées aux différents profils d'utilisateurs (encadrement, personnel de surveillance, mainteneur, ...). Le titulaire établit les contenus des formations et les supports pédagogiques adaptés, il intervient en tant que formateur et anime chacune des actions de formation par sa présence effective.

Le titulaire prévoit *a minima* :

- Deux sessions de formation à destination de l'encadrement (20 personnes au moins)

- Deux sessions de formation à destination du personnel de surveillance (20 personnes au moins)
- Trois sessions de formation à destination du mainteneur (20 personnes au moins)
- Les formations spécifiques à la prise en main d'un équipement ou service particulier qui sont détaillées dans le programme technique.
- La rédaction d'un guide à l'attention des utilisateurs permettant une appréhension facile des fonctionnalités du bâtiment à l'usage de tout occupant. Ce guide pourra, en tant que de besoin, être mis à jour sur les points identifiés lors des formations. Ce guide sera également un support de formation à l'attention des utilisateurs en vue d'une bonne maîtrise de l'énergie au travers des usages
- La rédaction de « fiches réflexe » à l'attention des utilisateurs qui synthétisent les informations essentielles à la prise en main d'un équipement ou dispositif technique particulier.

Par ailleurs, le titulaire a l'obligation d'assurer une assistance technique et des formations complémentaires aux personnels de l'Etat pendant les cinq (5) mois suivant la date de réception.

Pour chaque profil d'utilisateur, la première session de formations devra impérativement se tenir dans la semaine précédant la réception de l'ouvrage par le maître de l'ouvrage. Les autres séries de formations pourront se tenir après mise en service.

Le titulaire adresse au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au moins quatre (4) mois avant la date contractuelle de fin de la mission M6-VISA DET, une proposition de méthodologie, de plan et de programme de formation. Le maître d'ouvrage transmet au titulaire, dans un délai maximal de deux (2) mois, son acceptation sur ses propositions ou transmet un programme, une méthodologie et un calendrier modifiés.

Le titulaire se réfère par ailleurs à l'annexe 5 du présent CCAP pour les formations relatives au BIM.

13.5.3 Dispositions relatives à la levée des réserves

En complément de l'article 41.5 du CCAG travaux, le délai de réalisation des prestations non exécutées est librement fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur ou, à défaut, trois mois à compter de la date d'effet de la réception. Au cas où ces travaux ne seraient pas exécutés dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire effectuer aux frais et risques du titulaire après mise en demeure restée infructueuse.

Par ailleurs, en complément aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation de prestations non exécutées relevant de l'article 41.5 du CCAG Travaux ou à la levée de réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG Travaux, le titulaire se verra infliger les pénalités prévues à l'article 4.3.9 du présent CCAP-Chapitre 3.

Enfin, en complément à l'article 41.7 du CCAG Travaux, le maître de l'ouvrage pourra également proposer une réfaction au titulaire lorsque celui-ci éprouve des difficultés à lever une réserve ou à exécuter des prestations prévues au marché et non encore exécutées.

La mission du maître d'œuvre se poursuit jusqu'à la levée de la dernière réserve.

13.5.4 Garanties et obligations du titulaire pendant la période de garantie

Pour les bureaux et les sièges non fournis par la RIEP, la garantie minimum est de 5 (cinq) ans. Pour les autres équipements, matériels et outils informatiques la garantie sera de 2 (deux) ans. Elle court à compter de la date d'effet de la réception.

En outre, la pérennité des modèles et des pièces individuelles sera garantie pendant dix ans.

Pendant la période de garantie, les interventions doivent être effectuées sans apporter de gêne excessive au bon fonctionnement du site. Le titulaire devra disposer d'un stock suffisant de pièces de rechange.

Au cours de la période de garantie, si un vice profond est découvert sur un lot de livraison identifiable (tel qu'erreur de conception, fiabilité insuffisante) ou si le titulaire ne répond pas à ses obligations (non-levée des réserves dans les délais prévus, retard dans la livraison de la documentation par exemple), le maître de l'ouvrage peut notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa situation de défaillance. Lorsque la cause cesse, le maître de l'ouvrage notifie au titulaire (en recommandé avec AR) la fin de cette situation. La période de garantie est alors prolongée de la durée de la situation de défaillance.

La situation de défaillance n'enlève au titulaire aucune de ses obligations de garantie. Toutes les conséquences matérielles d'une situation de défaillance sont à la charge du titulaire.

13.6 Suivi de la garantie de parfait achèvement

Par dérogation au délai d'un an fixé à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de la garantie de parfait achèvement est de **16 mois** à compter de la date d'effet de la réception.

A l'expiration de ce délai de garantie, le maître d'ouvrage dispose de la possibilité de prolonger ce délai dans les conditions précisées à l'article 44.2 du CCAG travaux.

La gestion contractuelle de la garantie de parfait aménagement se fait au travers des deux outils ci-après :

- le cahier de parfait achèvement ;
- la visite de fin de délai de parfait achèvement.

Il est précisé que la mission du maître d'œuvre se poursuit jusqu'à la fin de la GPA.

13.6.1 Interventions dans le cadre de la garantie de parfait achèvement

Compte-tenu des contraintes particulières liées à la composante pénitentiaire de l'opération, l'attention du titulaire est attirée sur la nécessité d'interventions rapides dans le cadre de la garantie de parfait achèvement.

Concernant les désordres touchant au système de sûreté de l'établissement, le délai maximum d'intervention est de 1 semaine. Concernant les autres désordres, ces délais seront de 4 semaines maximums.

Au cas où les travaux nécessaires à la résolution du désordre ne seraient pas réalisés dans les délais impartis, le représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, sans préjudice des pénalités de retard applicables au titre de l'article 4.3.9 du présent CCAP- Chapitre 3.

En sus de ces obligations d'interventions pour résoudre les désordres identifiés, le titulaire doit également mettre en place une assistance téléphonique par un technicien qualifié sur les systèmes de sûreté en cas de panne ou de difficulté de fonctionnement du système de sûreté du centre pénitentiaire. L'astreinte téléphonique sera de type :

- 5 jours sur 7, pendant les heures ouvrées, durant la période comprise entre la décision de réception et la mise en service de l'établissement, période ne pouvant excéder 4 mois,
- 7 jours sur 7, 24h sur 24, durant les 3 mois à compter de la mise en service.

13.6.2 Le cahier de parfait achèvement

Il comportera trois rubriques :

- Le constat du désordre et date de constatation ;
- Le descriptif des travaux correctifs à réaliser ;
- Le constat d'exécution des travaux correctifs.

Le titulaire doit désigner nominativement une personne chargée de coordonner les interventions nécessaires à la reprise des désordres et de reporter sur le cahier de parfait achèvement les observations formulées par les utilisateurs du bâtiment.

A un rythme hebdomadaire, le cas échéant à adapter à la criticité et à la quantité des désordres constatés, le titulaire prend connaissance des observations, les valide et les répercute aux entreprises concernées.

Le cas échéant, l'organisation des interventions tient compte de l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et du contrôleur technique.

Deux fois par mois les trois premiers mois, puis une fois par mois environ en tant que de besoin et ce jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement, le représentant désigné par le titulaire s'assure du bon déroulement de la procédure en organisant une réunion sur site à laquelle assistent le maître de l'ouvrage ou son représentant, les utilisateurs et le groupement (représenté par le titulaire, le maître d'œuvre et les éventuels sous-traitants concernés). A chaque visite, le titulaire procède contradictoirement avec le maître de l'ouvrage ou son représentant au constat du traitement des imperfections et malfaçons.

La démarche ainsi décrite est, chaque fois que nécessaire, renforcée par des actions ponctuelles, destinées à régler des problèmes particuliers ou urgents.

13.6.3 Visite de fin du délai de parfait achèvement

Cette visite constitue l'aboutissement de la procédure de gestion de la garantie de parfait achèvement engagée avec le cahier de parfait achèvement. Un mois et demi au plus tard avant la fin du délai de parfait achèvement, le maître de l'ouvrage et son représentant organisent une visite de parfait achèvement.

Au cours de cette visite, qui réunit le groupement (a minima le représentant du titulaire et le maître d'œuvre), le maître de l'ouvrage et son représentant, ainsi que l'administration pénitentiaire, les intervenants établissent un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée.

Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du cahier de parfait achèvement qui n'aurait pas reçu de traitement satisfaisant, ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés dans ce cahier. La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Ce procès-verbal est notifié au titulaire. En cas de réserves non levées, le titulaire est mis en demeure de remédier aux défauts signalés dans un délai précisé dans la mise en demeure, et en tout état de cause avant la date contractuelle de fin de garantie de parfait achèvement.

13.7 Stipulations particulières relatives aux interventions en site pénitentiaire occupé

L'attention du titulaire est attirée sur les conditions d'intervention dans un établissement sous responsabilité de l'administration pénitentiaire. Les modalités d'accès telles que définies à l'annexe 3 du présent CCAP seront applicables dès la réception de l'ouvrage par le maître de l'ouvrage.

Les stipulations ci-dessous sont applicables à chacune des interventions au titre de la levée de réserves ou de la garantie de parfait achèvement.

Après la réception des travaux, le titulaire doit informer le maître de l'ouvrage ou son représentant et le chef d'établissement de la nature de l'intervention, des locaux concernés, de sa durée et du nombre de personnes avec déclinaison de la société à laquelle ils appartiennent, au minimum une semaine avant la date prévisionnelle d'intervention.

Le maître de l'ouvrage, le cas échéant après avis du chef d'établissement, se réserve la possibilité de refuser ces interventions ou l'agrément des personnes responsables de ces interventions.

A la réception du refus motivé, le titulaire devra adapter son intervention et devra informer à nouveau le maître de l'ouvrage et le chef d'établissement dans les conditions décrites ci-dessus jusqu'à acceptation.

13.8 Mise en place d'un outil interactif de suivi SCQ, VISA, OPR et GPA

Il est demandé au titulaire de mettre en place un outil interactif mobile de suivi des OPR et des fiches GPA. Cet outil servira également de support au suivi des VISA EXE ainsi que des jalons du SCQ et sera intégré à la plateforme collaborative fournie par le titulaire, suivant les exigences du cahier des charges BIM objet des annexes 5 à 5.4 du présent CCAP.

Cet outil est à la disposition du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage et de son représentant, ainsi que de l'ensemble des acteurs à l'acte de construire désignés par le maître d'ouvrage.

Cet outil doit permettre une saisie en temps réel de commentaires localisés sur plan, avec possibilité d'ajout de photographies, ainsi qu'une diffusion automatisée aux différents intervenants.

Il permet d'extraire facilement des indicateurs d'avancement permettant de visualiser le nombre de de réserves ou désordres GPA et leur statut (non traitée, traitée par le titulaire, levée par le maître d'ouvrage, ...).

Cet outil permet également l'impression sous format tableur et *.pdf* de la liste des réserves ou fiches GPA émises. L'outil comprend des requêtes par lots, par espaces, par émetteur ou autre critère permettant d'effectuer des listes thématiques et des indicateurs d'avancements, toujours sous format tableur et *.pdf*.

Dans le cadre de la démarche du schéma de contrôle de la qualité, ainsi que pendant la phase des opérations préalables à la réception, l'outil devra permettre le suivi simple et ergonomique de chacun des tests qui aura été défini selon les modalités indiquées dans le présent CCAP.

Chaque réserve émise doit être catégorisée pour identifier précisément son émetteur (architecte, bureau d'études, contrôleur technique, maître d'ouvrage ou son représentant, ...).

En vue des tests dynamiques, le système permettra l'intégration de « check-lists » consultables et pouvant être complétées en temps réel :

- vérification de l'atteinte d'une performance définie,
- identification par un lien interactif, entre check-list et plans, de l'endroit où est mené le test,
- échantillonnage de test pouvant évoluer en temps réel.

Il est enfin précisé que le titulaire met à disposition du maître d'ouvrage et des autres intervenants dans l'acte de construire les terminaux (tablette tactile, etc...) nécessaires et équipés de la solution logicielle retenue.

Cet outil est soumis à la validation du maître d'ouvrage et fait partie intégrante des livrables de la phase PRO.

Article 14. Résiliation des marchés subséquents et des bons de commandes

Le Maître d'ouvrage peut prononcer la résiliation de marchés subséquents (par site) et des bons de commande conformément aux dispositions prévues par l'article 49 et suivant du CCAG-Travaux.

Si le Maître d'ouvrage résilie le bon de commande ou le marché subséquent pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché subséquent, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues,

un pourcentage fixé à 2%. Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, le titulaire ne pourra prétendre à aucune autre indemnité en raison de cette résiliation de motif d'intérêt général.

Le bon de commande ou le marché subséquent peut également être résilié pour faute du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au Maître d'ouvrage des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail. Il peut également être résilié dans les conditions décrites à l'article 7.3.5 du présent CCAP.

Article 15. Responsabilités et Assurances phase n°2

15.1 Assurances souscrites par le titulaire pendant les phases de conception et construction

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil et des risques mis à sa charge par l'Article 1788 du même Code ainsi que des principes posés par la jurisprudence.

Le titulaire s'engage :

- à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année de travaux, une attestation RC de droit commun ;
- à notifier au maître de l'ouvrage toutes modifications affectant son / ses contrat(s) d'assurances (nature et montants des garanties, assureurs, etc...) ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties ;
- à justifier, sur simple demande du maître de l'ouvrage, et à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants (y compris le cas échéant celui correspondant à la souscription de l'assurance complémentaire (visée ci-dessus en cas d'insuffisance de couverture).

Par ailleurs, le titulaire est tenu, tous les 6 mois à compter de la notification du marché subséquent et jusqu'à la fin de l'exécution des travaux, de transmettre au pouvoir adjudicateur les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D 8 2227-7 du Code du travail.

Le titulaire déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers et au maître d'ouvrage par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les travaux qu'après la réception des ouvrages et/ou équipements et mobiliers intégrés.

Il continuera même après réception à garantir le maître d'ouvrage des recours pouvant être exercés contre lui par les tiers victimes de dommages du fait ou à l'occasion de l'exécution de travaux.

Les primes d'assurances relatives aux garanties personnelles souscrites par le titulaire en matière de **responsabilité civile générale professionnelle et responsabilité décennale**, sont incluses dans l'offre du titulaire et demeurent à la charge de ce dernier.

Le maître d'ouvrage ne souscrira pas de Contrat Collectif de Responsabilité Décennale pour le compte des constructeurs. Le titulaire devra donc souscrire à ses frais ce CCRD, avec un plafond de garantie qui ne sera pas inférieur au coût de construction

15.1.1 Responsabilité civile professionnelle

Les titulaires (mandataire, entreprises cocontractantes et maîtres d'œuvre) ainsi que chaque sous-traitant, sont tenus de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile professionnelle

couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers et du Maître d'ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

Les titulaires devront produire **dans un délai de 15 jours qui suit la date de notification du marché subséquent et avant tout commencement d'exécution**, ainsi qu'une fois par an - en début d'année civile – pendant la durée du chantier, l'attestation d'assurance correspondante comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance,
- numéros de police,
- date d'effet, période de validité,
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun.
- montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-après :

Pour les prestataires intellectuels :

Tous dommages confondus, corporels, matériels et immatériels :

- Avant réception : **3 300 000 €** par sinistre
- Après réception : **3 000 000 €** par sinistre et par an

Pour les dommages matériels et immatériels:

- Avant réception : **1 500 000 €** par sinistre
- Après réception : **1 000 000 €** par sinistre et par an

Pour les entreprises titulaires réalisatrices des ouvrages de construction :

Pour les dommages corporels :

- Avant réception : **7 500 000 €** par sinistre
- Après réception : **4 500 000 €** par sinistre et par an

Pour les dommages matériels et immatériels:

- Avant réception : **3 000 000 €** par sinistre
- Après réception : **1 500 000 €** par sinistre et par an

Les montants de garanties minima indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de responsabilité, et il appartient aux titulaires de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'ils considèrent encourir.

Les garanties devront être étendues aux risques de pollution accidentelle ou graduelle, et de toute atteinte à l'environnement.

Le mandataire du groupement devra justifier d'une couverture quant à sa qualité de mandataire commun.

L'attestation d'assurance devra être impérativement établie, datée et signée par la compagnie d'assurance des titulaires.

En cas de couverture insuffisante, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part des titulaires la souscription d'une garantie complémentaire

15.1.2 Responsabilité civile décennale

Responsabilité décennale ouvrages soumis à l'obligation d'assurance

Chaque intervenant à l'opération, maître d'œuvre ou entreprise réalisatrice, soumis à l'obligation d'assurance décennale en application de la loi n°1978-12 du 4 janvier 1978 modifiée par l'Ordonnance n°2005-658 du 8 juin 2005, est tenu de souscrire, pour l'objet de son intervention, une police d'assurance de responsabilité civile décennale.

Les capitaux apportés au titre de la garantie légale devront être à concurrence du coût total des ouvrages relevant du champ décennal ou au minimum de :

- **10 000 000 €** par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle pour les entreprises réalisatrices (gros œuvre)
- **6 000 000 €** par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle pour les entreprises réalisatrices (second œuvre)
- **3 000 000 €** par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle pour les prestations intellectuelles.
- Les titulaires (mandataire, entreprises cotraitantes, maître d'œuvre) devront produire dans **les 15 jours qui suivent la déclaration d'ouverture de chantier et la communication du coût construction par le maître d'Ouvrage**, l'attestation d'assurance correspondante, spécifique à l'opération, valide à la date d'ouverture de chantier et comportant les informations précises suivantes : La dénomination sociale et adresse de l'assuré ;
- Le numéro unique d'identification de l'assuré délivré conformément à l'article D. 123-235 du Code de commerce (n° SIREN en 9 chiffres) ou le numéro d'identification prévu aux articles 214 et suivants de la directive 2006/112/ CE du 28 novembre 2006 (numéro d'identification TVA) ;
- Le nom, l'adresse du siège social et les coordonnées complètes de l'assureur et, le cas échéant, de la succursale qui accorde la garantie ;
- Le numéro du contrat ;
- La période de validité ;
- La date d'établissement de l'attestation ;
- la ou les activité (s) ou mission (s) exercée (s) par l'assuré ;
- l'adresse, la nature et le coût de l'opération de construction déclaré par le maître d'ouvrage ;
- la ou les activité (s) ou mission (s) exercée (s) par l'assuré ;
- la date d'ouverture de chantier ;
- la nature et le montant de la prestation réalisée par l'assuré ;
- la nature des techniques utilisées ;
- le cas échéant, la présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale ainsi que le montant de la franchise absolue.
- L'abrogation de la règle proportionnelle,
- la mise à jour du paiement de la prime.

L'attestation d'assurance devra être impérativement établie, datée et signée par la compagnie d'assurance des titulaires.

Le titulaire du marché ou le mandataire remettra au maître d'ouvrage les attestations de tous les sous-traitants selon modèle précité avant les opérations préalables à la réception.

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

Les fabricants soumis à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 devront avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité en vertu de l'article 1792-4 du code civil.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire, la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire. Dans cette hypothèse, aucun règlement ne sera effectué par le maître de l'ouvrage au titulaire tant qu'une telle assurance complémentaire n'aura pas été souscrite et réglée par le titulaire

15.1.3 Assurance "Collective complémentaire de responsabilité décennale"

Les titulaires devront souscrire une garantie Décennale complémentaire de 2^e ligne sous forme de police Collective Complémentaire.

Cette couverture complémentaire à hauteur du coût total de construction interviendra au delà des capitaux minima exigés au titre de la garantie décennale tels que mentionnés à l'article précité.

Le maître d'ouvrage charge l'entrepreneur de souscrire pour le compte des intervenants assujettis à la présomption de RCD un contrat collectif d'assurance de responsabilité décennale dont le plafond de garantie ne saurait être inférieur au coût de l'ouvrage.

Ce contrat de responsabilité décennale de seconde ligne est destiné à compléter les montants de garantie de leurs polices de base de responsabilité décennale à concurrence du coût total de l'ouvrage TVA incluse et aura pour seuil de déclenchement le montant de garantie de chaque police individuelle de responsabilité décennale. Les intervenants concernés s'engagent à adhérer au CCRD souscrit par l'entrepreneur auquel ils donnent mandat pour négocier les clauses et souscrire pour leur compte, conformément à l'article L.112-1 du Code des assurances. Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

Le coût de ce contrat sera pris en charge par l'entrepreneur souscripteur. Il est réputé compris dans le montant de son marché.

Il est précisé que l'entrepreneur n'est pas tenu de souscrire à une assurance "Collective complémentaire de responsabilité décennale" si les montants de garantie exigés au titre de la garantie décennale couvrent le coût total de construction.

15.1.4 Suspension des règlements

Le maître de l'ouvrage pourra suspendre les règlements si ces différents justificatifs ne sont pas produits.

La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux différentes obligations imposées ci-avant, constituent un préalable au paiement du premier acompte demandé.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché subséquent peut entraîner la résiliation de plein droit du marché subséquent par le maître de l'ouvrage, sans indemnisation.

Article 16. Dérogations au CCAG-Travaux

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.